

KANTAR

Les salariés français face à l'épidémie de COVID-19

Rapport d'étude

28/04/2020

70AD42



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS



Sommaire

1 Méthodologie

2 Résultats détaillés

3 Annexes

Contacts CFDT

Cécile COTTEREAU
Camille CHARDONNET

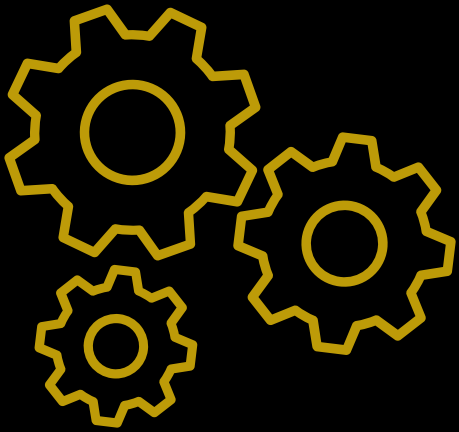
Contacts Kantar - Division Public

Emmanuel RIVIERE
emmanuel.riviere@kantar.com
01 40 92 31 17

Marie VIALLE
marie.vialle@kantar.com
01 40 92 32 04

Alexandra ANDRIAMASINORO
alexandra.andriamasinoro@kantar.com
01 40 92 29 43

KANTAR



1

Méthodologie

Rappel méthodologique



ECHANTILLONS

- Enquête réalisée auprès d'un échantillon de **1005** personnes, représentatif des salariés français.
- La représentativité de l'échantillon est assurée par la **méthode des quotas** (sexe, âge, PCS et secteur d'activité) et stratification par région.



MODE DE RECUEIL

- Interviews réalisées **en ligne**.



DATES DE TERRAIN

- Le terrain s'est déroulé du **16 au 22 avril 2020**.

KANTAR



2

Résultats détaillés

KANTAR

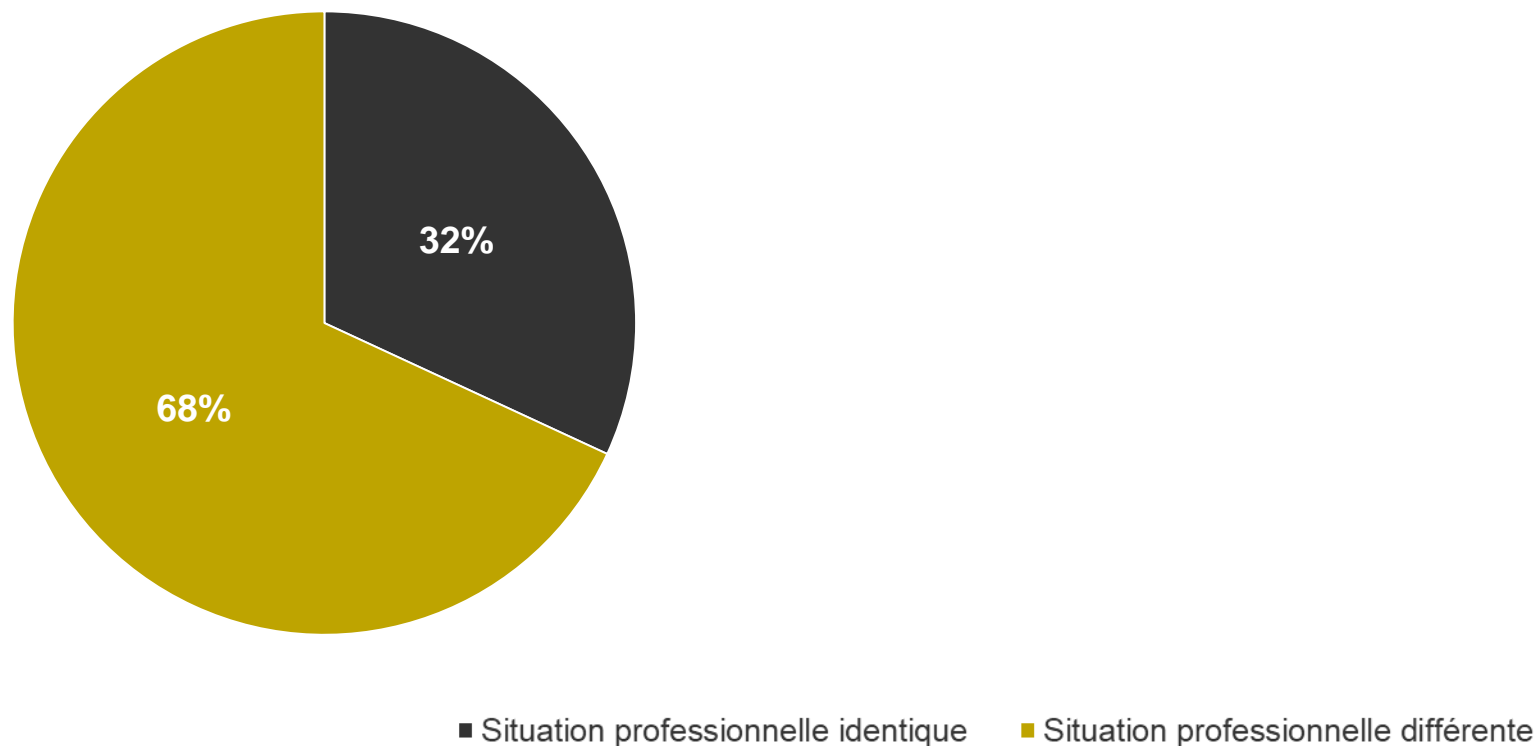
2.1

Etat des lieux:

La situation professionnelle des
salariés pendant la crise

Près de 7 salariés français sur 10 ont vu leur situation professionnelle affectée par la crise liée à l'épidémie de COVID-19.

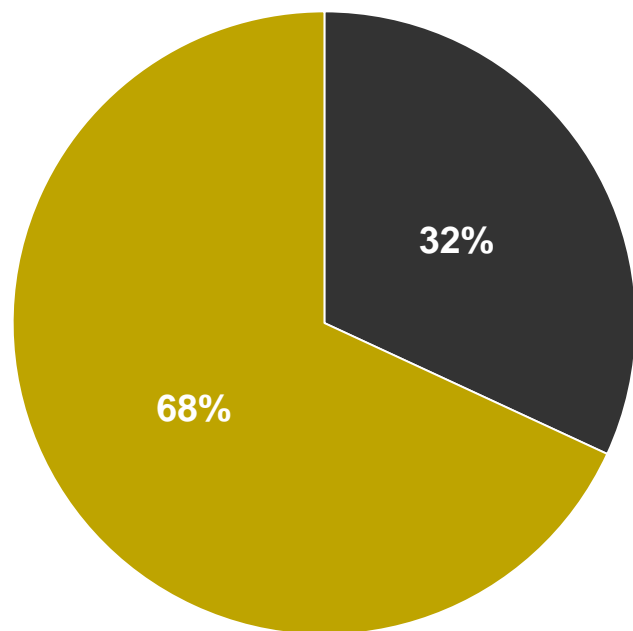
Parmi les situations suivantes, laquelle décrit votre situation actuelle de travail pendant le confinement ?



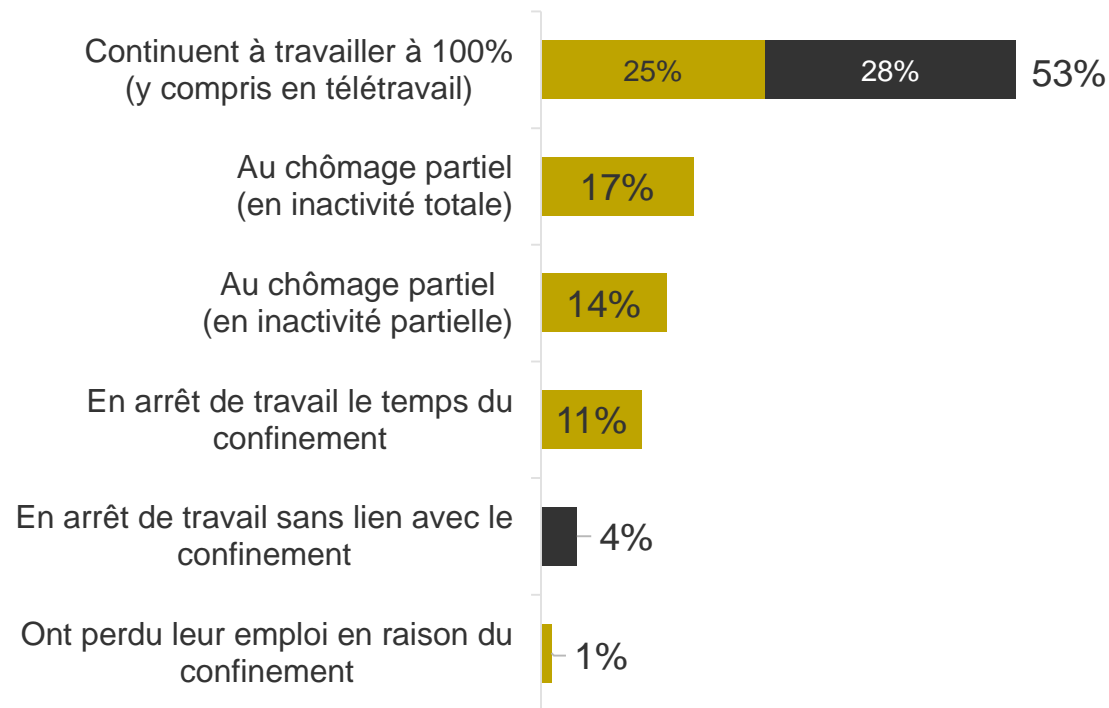
Base : ensemble (1005)

Ainsi, un quart des salariés français interrogés continue à travailler, mais différemment, et 28% sont en inactivité totale (chômage partiel ou arrêt de travail).

Parmi les situations suivantes, laquelle décrit votre situation actuelle de travail pendant le confinement ?
À ceux qui sont au chômage partiel – Quel est votre pourcentage de temps travaillé ?



■ Situation professionnelle identique ■ Situation professionnelle différente

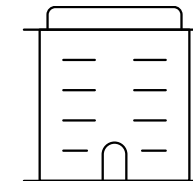


Base : ensemble (1005)

Base : ceux qui sont en chômage partiel (304)

Situation professionnelle affectée par la crise

Extrait de messages adressés à la CFDT via la boîte mail Covid-19@cfdt.fr



«Je travaillais dans un espace de loisirs. L'établissement ayant fermé, ils nous ont renvoyé chez nous. Aujourd'hui nous recevons à nos domiciles des courriers recommandés nous annonçant une rupture anticipée de contrat à la date du 15 mars.

Quand nous sommes partis le 16 mars notre responsable nous annonçait pourtant que nous passions en chômage technique et que nous serions rémunérés 100% de notre salaire jusqu'au terme de notre contrat le 26 avril 2020. Je ne comprends plus la situation. Serait-il possible d'être éclairé ? Quels sont nos recours ? Tout cela est-il bien légal?»

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

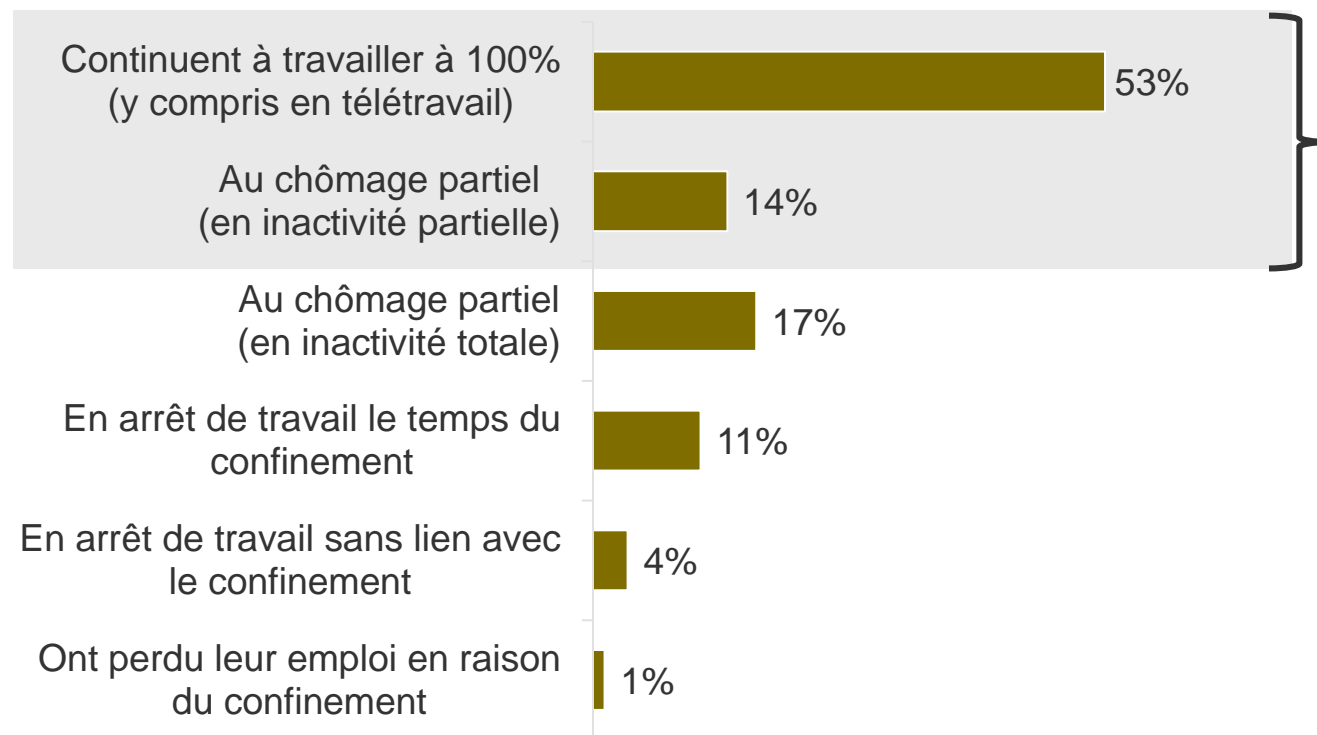
« Mon employeur m'a mis en télétravail depuis le 17 mars, mais il m'a annoncé la fin du télétravail à partir du 19 mars... Il annonce aussi que je serai en chômage partiel après avoir utilisé mes heures RTT (102h) et mes CP non utilisés sur 2019/2020 (7jours). Ces RTT et CP étaient en partie déjà posés sur mai. Ma convention collective est celle de la métallurgie Loire Atlantique. Est-ce légal d'imposer les RTT et CP alors que le télétravail a été engagé et est donc possible ? »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

Parmi ceux qui continuent à travailler au moins partiellement, seule la moitié le fait sur son lieu de travail habituel, tandis que 36% pratiquent exclusivement le télétravail.

Parmi les situations suivantes, laquelle décrit votre situation actuelle de travail pendant le confinement ?

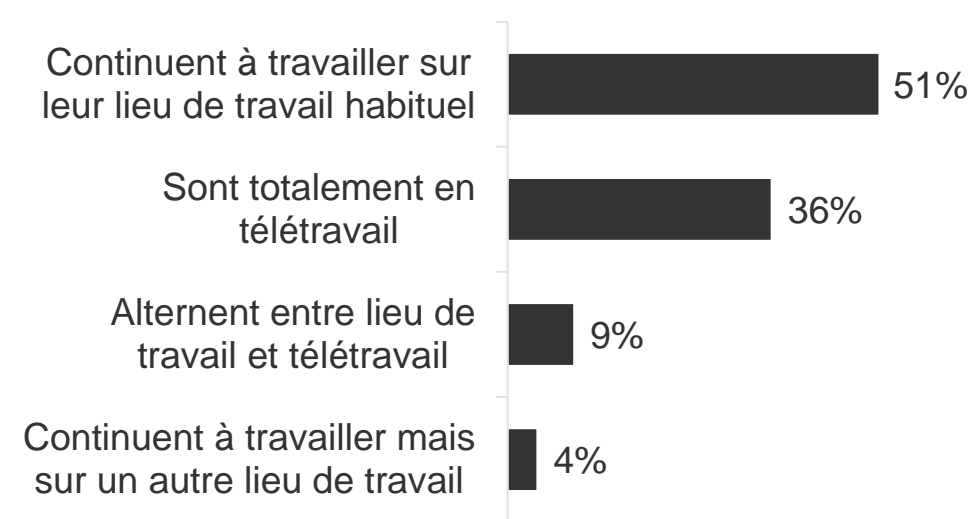
Situation de travail en confinement



Base : ensemble (1005)

Et diriez-vous que pendant cette période de confinement... ?

Lieu de travail en confinement



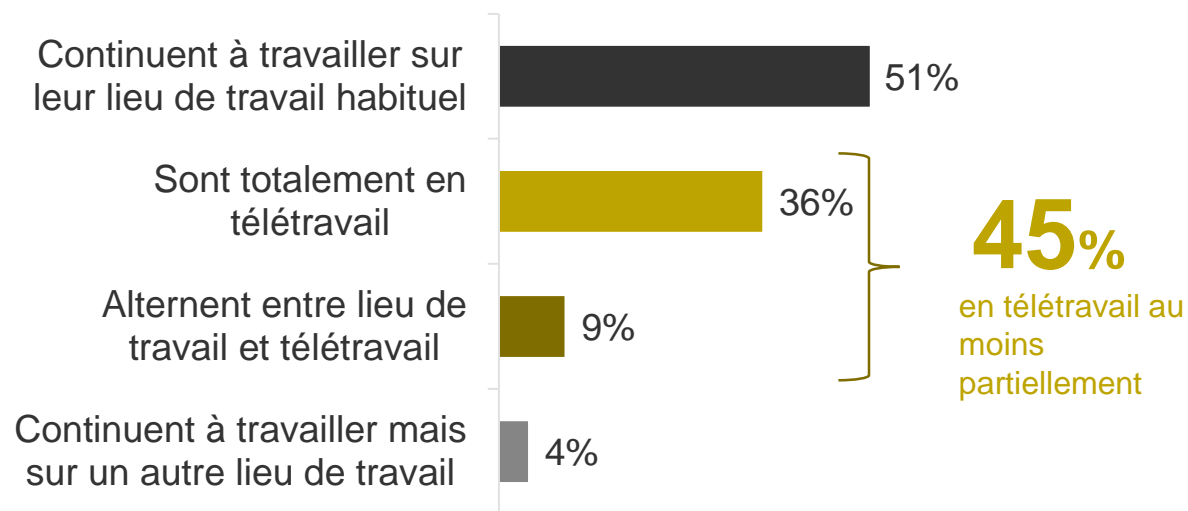
Base : ceux qui sont en activité (665)

Plus déployé par le secteur public et les grandes entreprises, le télétravail est essentiellement réservé aux cadres.

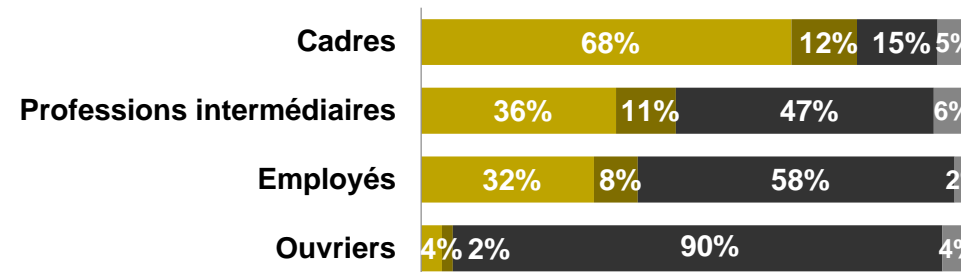


Et diriez-vous que pendant cette période de confinement... ?

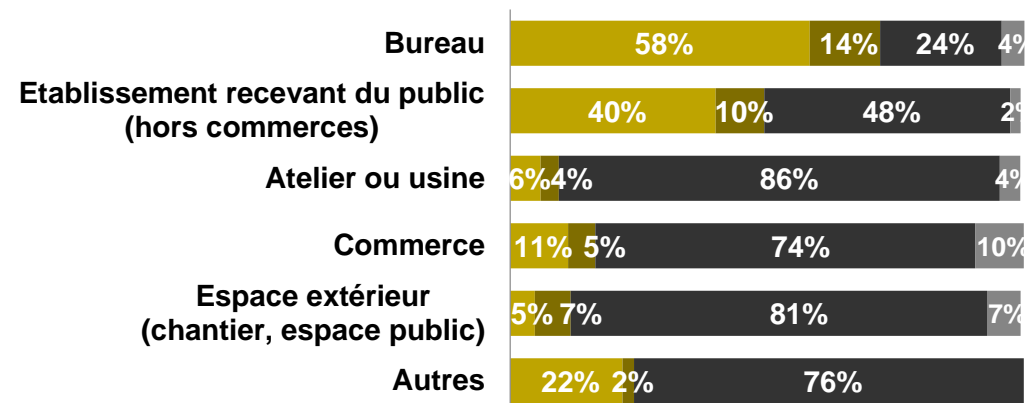
Lieu de travail en confinement



Résultats selon la profession



Résultats selon l'environnement de travail habituel

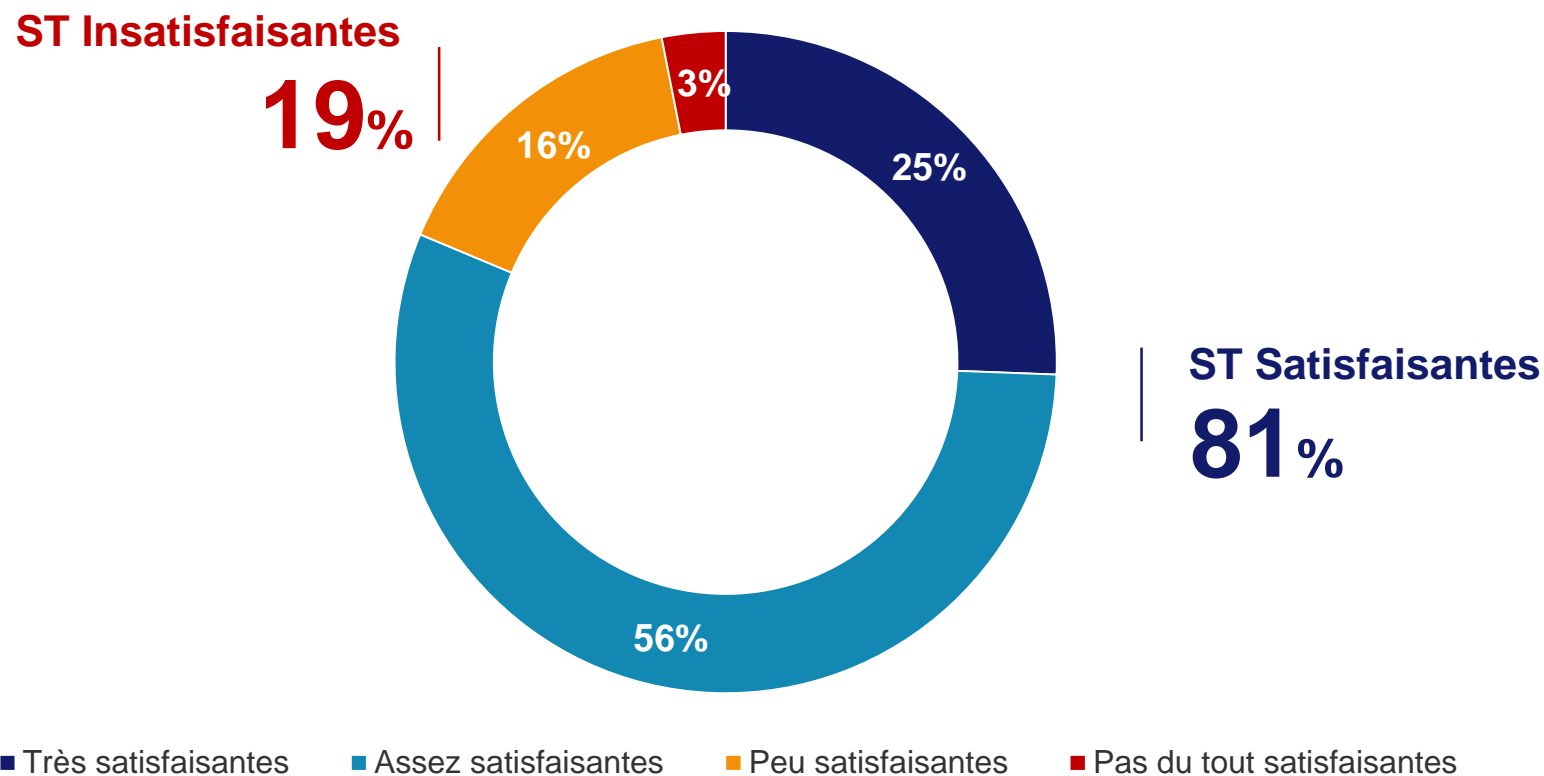


Base : ceux qui sont en activité (665)

Ceux qui pratiquent le télétravail sont globalement satisfaits de leurs nouvelles conditions de travail...



Diriez-vous que vos conditions de télétravail sont... ?



Base : ceux qui sont en télétravail (295)

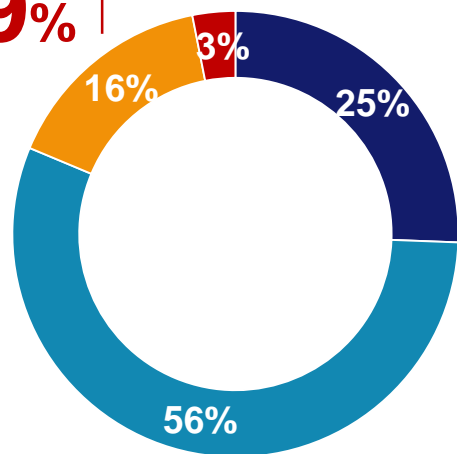
... En particulier les salariés du secteur privé et les hommes.



Diriez-vous que vos conditions de télétravail sont... ?

ST Insatisfaisantes

19%

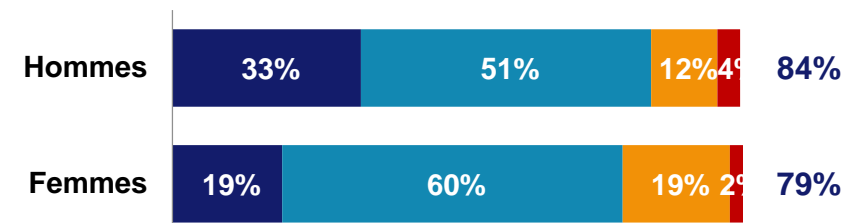


ST Satisfaisantes

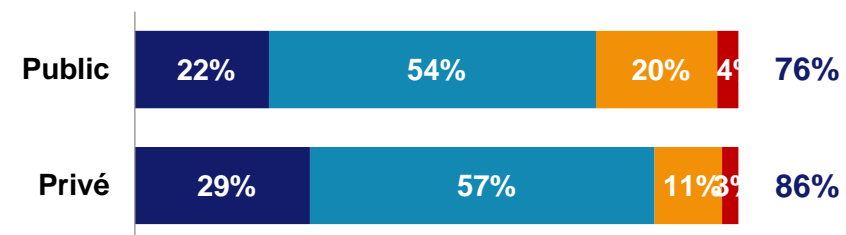
81%

- Très satisfaisantes
- Assez satisfaisantes
- Peu satisfaisantes
- Pas du tout satisfaisantes

Résultats selon le genre



Résultats selon le secteur



Base : ceux qui sont en télétravail (295)



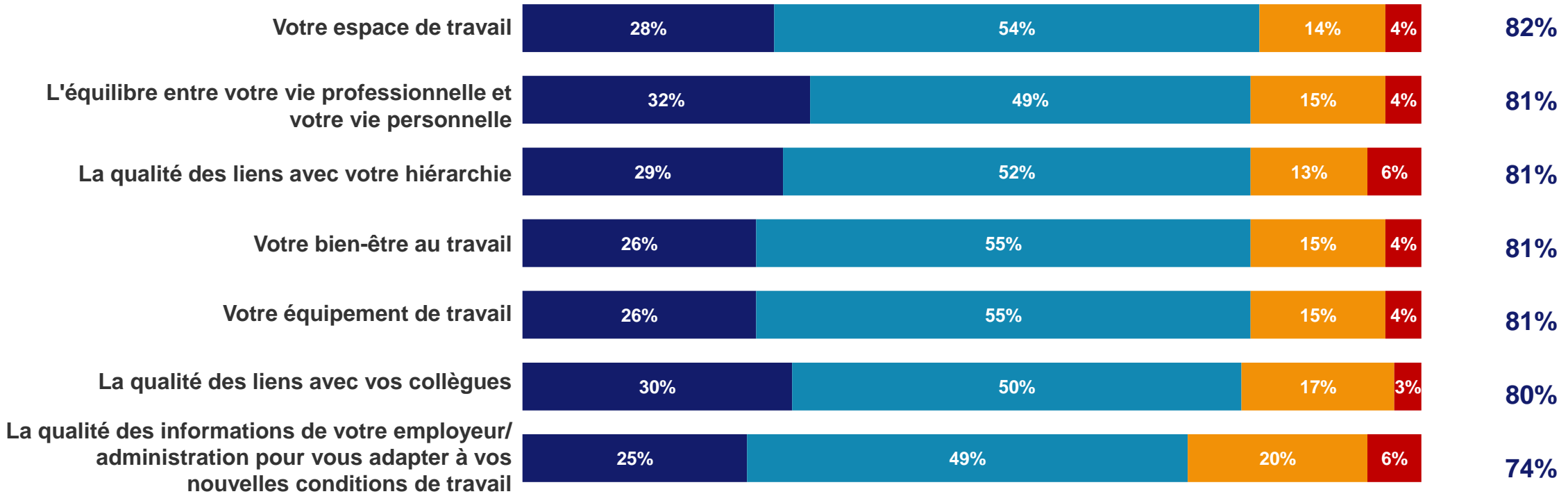
...Et cela se vérifie sur toutes les dimensions du travail.

Point d'attention cependant : près de 3 télétravailleurs sur 10 certains se disent insatisfaits de la qualité des informations reçues pour faciliter leur adaptation aux conditions du télétravail.

Et plus précisément, dans le cadre de vos nouvelles conditions de travail, êtes-vous satisfait(e) ou pas de... ?

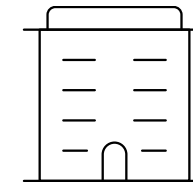
ST Satisfait

■ Très satisfait(e) ■ Assez satisfaisait(e) ■ Peu satisfait(e) ■ Pas du tout satisfait(e)

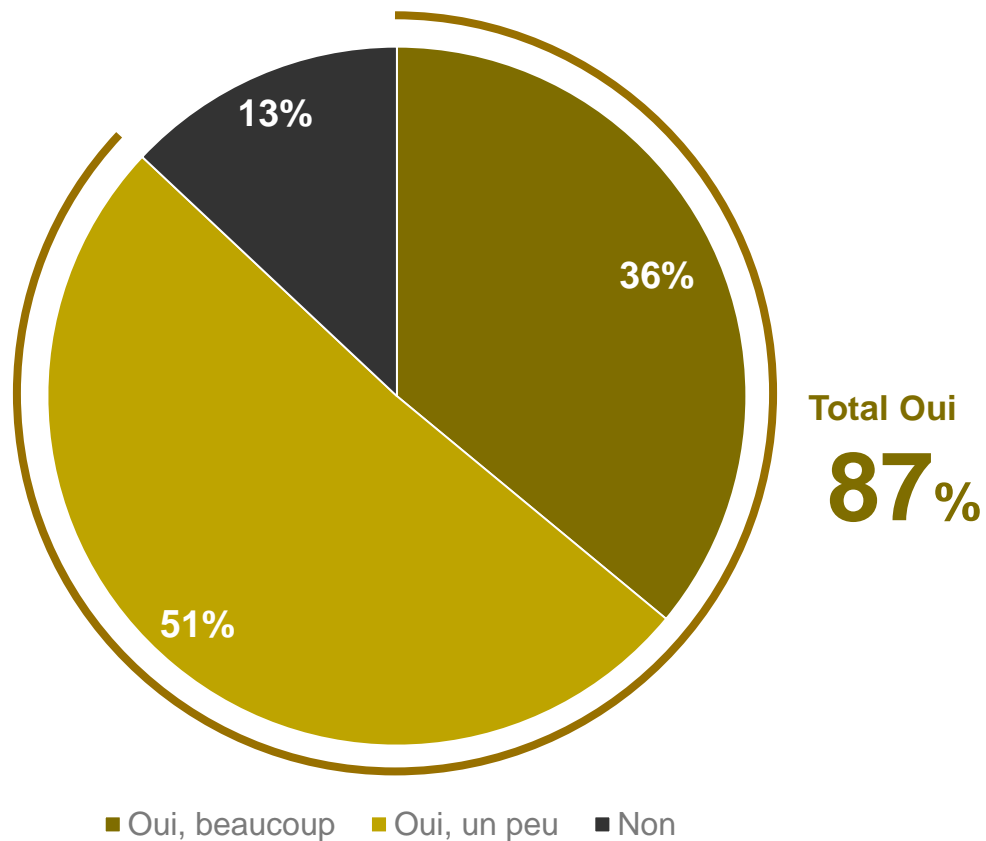


Base : ceux qui sont en télétravail ou en chômage partiel (358)

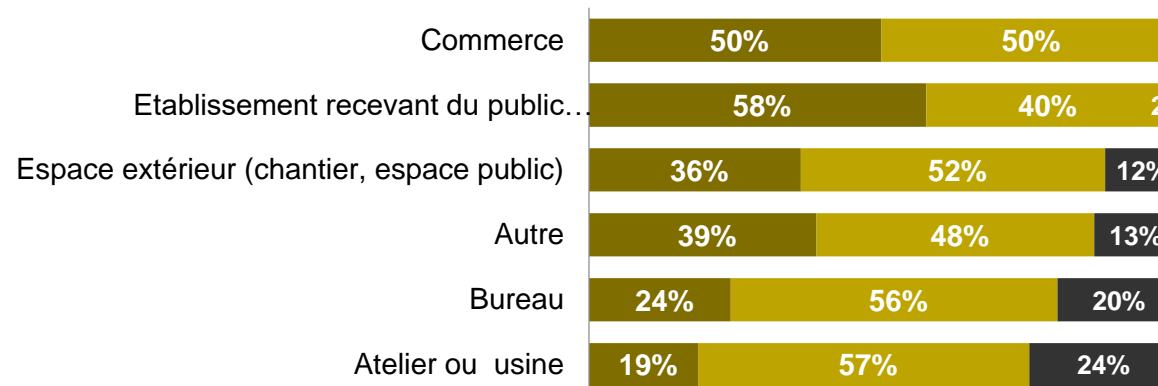
En revanche, une grande majorité de ceux qui continuent à se rendre sur leur lieu de travail estime y être exposée à des risques de contamination, en particulier dans les commerces et autres établissements recevant du public...



Selon vous, êtes-vous exposé à des risques de contamination du virus dans votre travail ?



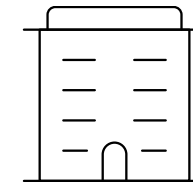
Résultats selon l'environnement de travail habituel



Base : personnes travaillant sur site (432)

Exposition aux risques de contamination

Extrait de messages adressés à la CFDT via la boîte mail Covid-19@cfdt.fr



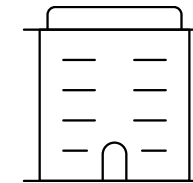
« Technicien en électrodomestique, mon employeur m'oblige à continuer mon activité en clientèle, en moyenne huit clients par jour, avec des moyens de protection limités mais légaux. Je risque à chaque instant la contamination dans des lieux confinés avec des individus souvent peu soucieux des précautions d'usage. Quels sont mes recours afin d'arrêter cette prise de risques pour mes proches et moi-même ? »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« Je suis auxiliaire de vie et j'interviens auprès de personnes âgées notamment pour les courses, l'entretien, la toilette et le repas. Mon employeur n'a pas de masques à nous fournir ni de gel depuis le début de l'épidémie. J'interviens donc auprès de plusieurs personnes âgées sans masques. J'ai peur pour leur santé et la mienne sachant que j'interviens chez plusieurs personnes dans une journée et les personnes chez qui j'interviens voient d'autres auxiliaires de vie dans la journée. Que dois-je faire ? Ai-je le droit de demander un droit retrait ? »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

... Et ce, malgré la satisfaction de la plupart d'entre eux quant aux informations et équipements mis à disposition par leur employeur ou administration pour éviter le risque de contamination.



Avez-vous reçu suffisamment d'informations et d'équipements de la part de votre employeur/votre administration pour éviter le risque de contamination ?

ST Oui

ST Non

■ Oui, tout à fait

■ Oui, plutôt

■ Non, pas vraiment

■ Non, pas du tout

75%



25%

Base : ceux qui pensent être exposé (376)

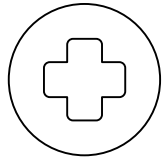
KANTAR

2.2

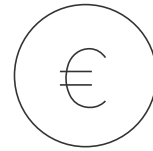
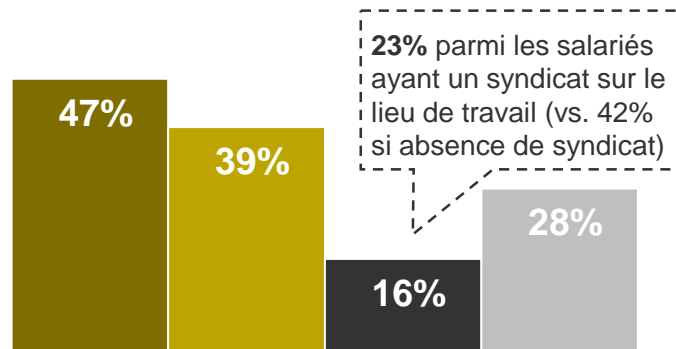
Sources d'information

L'employeur a été jusqu'alors la principale source d'information des salariés sur les enjeux liés à l'épidémie, notamment sur leurs droits en tant que travailleur. Il existe cependant un vrai déficit d'information sur les conséquences économiques de la crise, principalement, mais aussi sur le droit du travail en cette période.

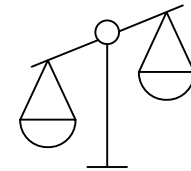
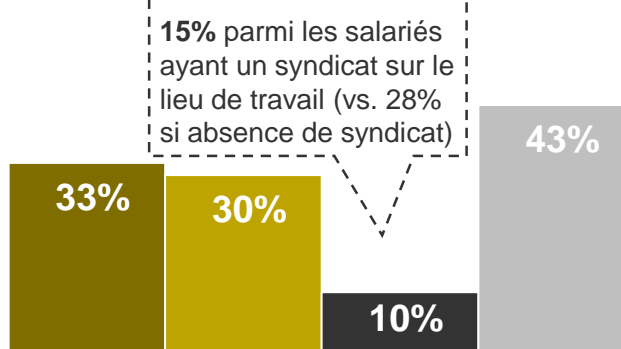
Est-ce que vous avez reçu de l'information de la part de chacune des sources suivantes, pouvoirs publics / employeur / syndicats concernant :



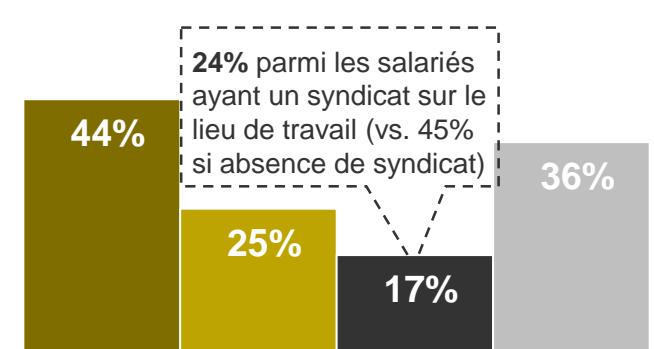
Les risques liés à l'épidémie sur la **santé des travailleurs**



Les conséquences économiques de la crise sanitaire



Vos droits en tant que travailleur pendant la période de confinement

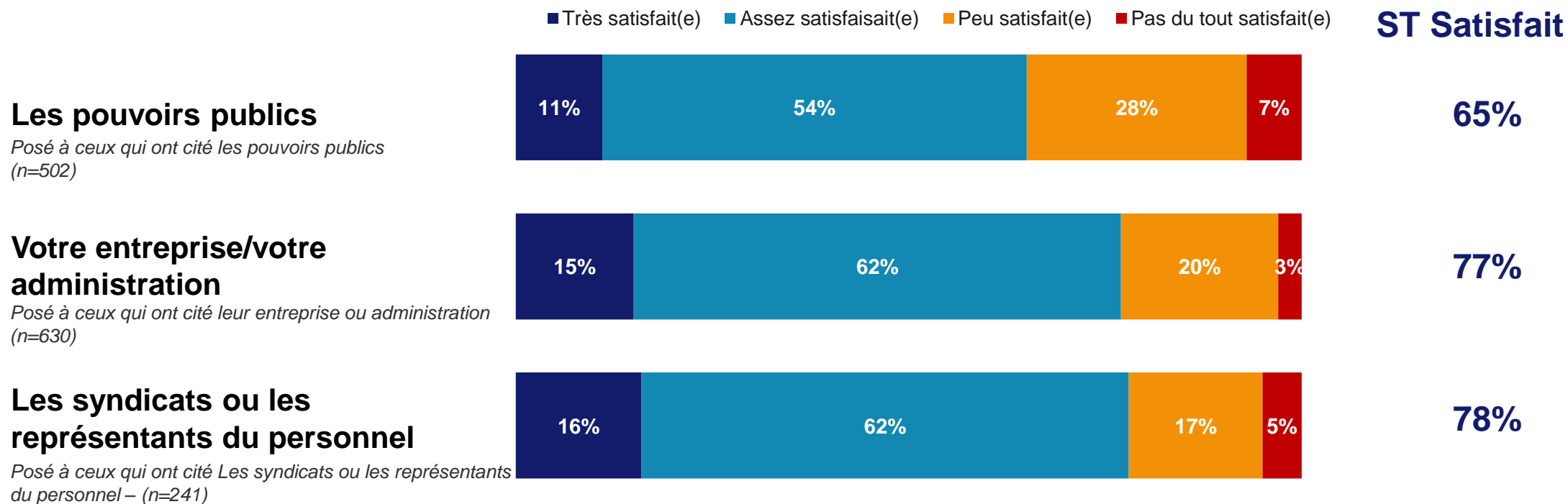


■ Votre entreprise/votre administration ■ Les pouvoirs publics ■ Les syndicats ou les représentants du personnel ■ Aucun des trois

Base : ensemble (1005)

Dans l'ensemble, les salariés se disent plutôt satisfaits de l'information fournie, bien qu'une certaine insatisfaction quant à la communication des pouvoirs publics se fasse sentir.

Et diriez-vous que vous êtes satisfait(e) de l'information fournie par :



Base : Ceux qui ont reçu de l'information des pouvoirs publics / entreprise ou administration / syndicats ou représentants du personnel

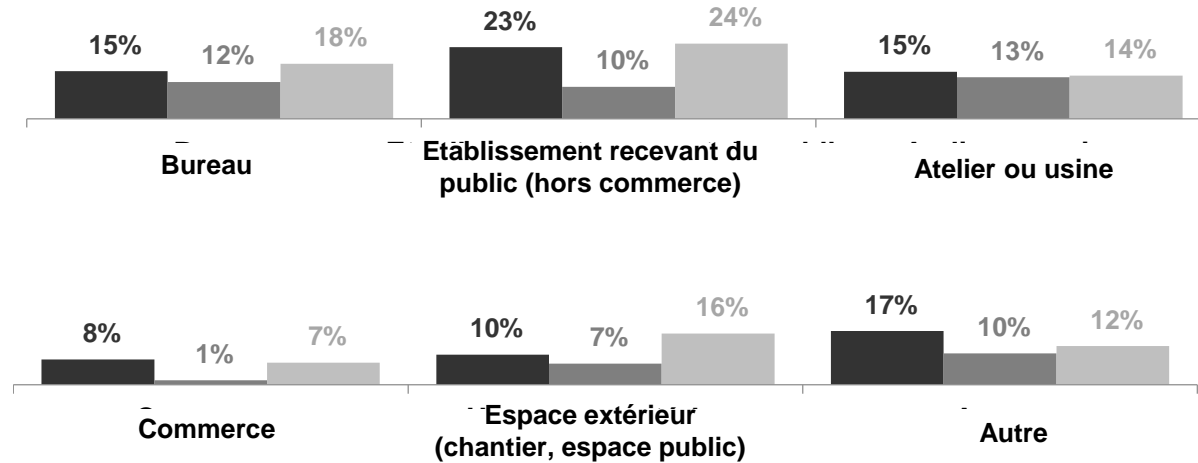
Satisfaction quant à l'information - Focus sur l'information syndicale (1/2)

Est-ce que vous avez reçu de l'information de la part de chacune des sources suivantes, pouvoirs publics / employeur / syndicats concernant :

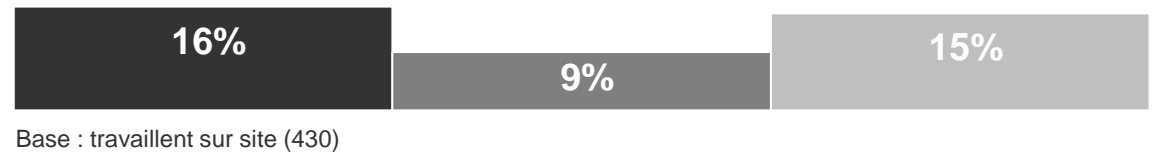
Résultats sur l'ensemble des salariés



Résultats selon l'environnement de travail habituel



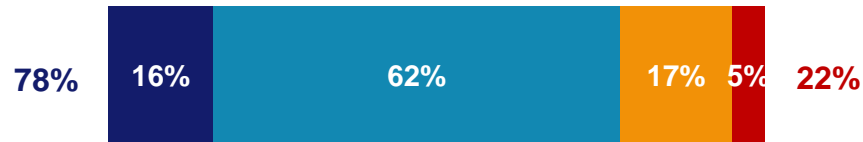
Résultats parmi ceux qui travaillent sur site



Satisfaction quant à l'information - Focus sur l'information syndicale (2/2)

Et diriez-vous que vous êtes satisfait(e) de l'information fournie par les syndicats ou les représentants du personnel ?

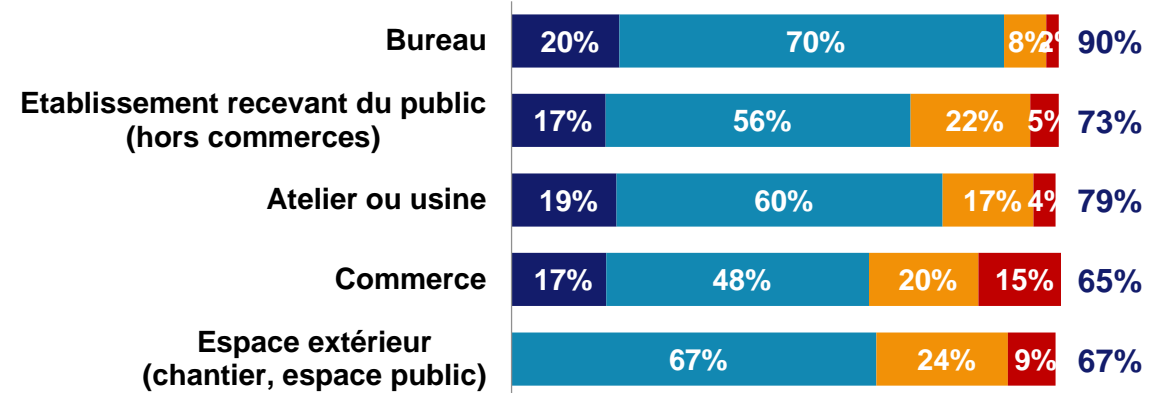
Résultats sur l'ensemble des salariés ayant reçu de l'information de la part des syndicats



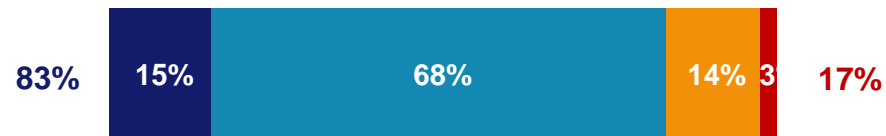
■ Très satisfait(e) ■ Assez satisfaisait(e) ■ Peu satisfait(e) ■ Pas du tout satisfait(e)

Base : ceux qui ont reçu de l'information de la part des syndicats ou les représentants du personnel – (n=241)

Résultats selon l'environnement de travail habituel



Résultats parmi ceux qui travaillent sur site



Base : ceux qui travaillent sur site et ont reçu de l'information de la part des syndicats ou les représentants du personnel – (n=99)

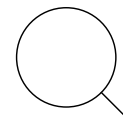
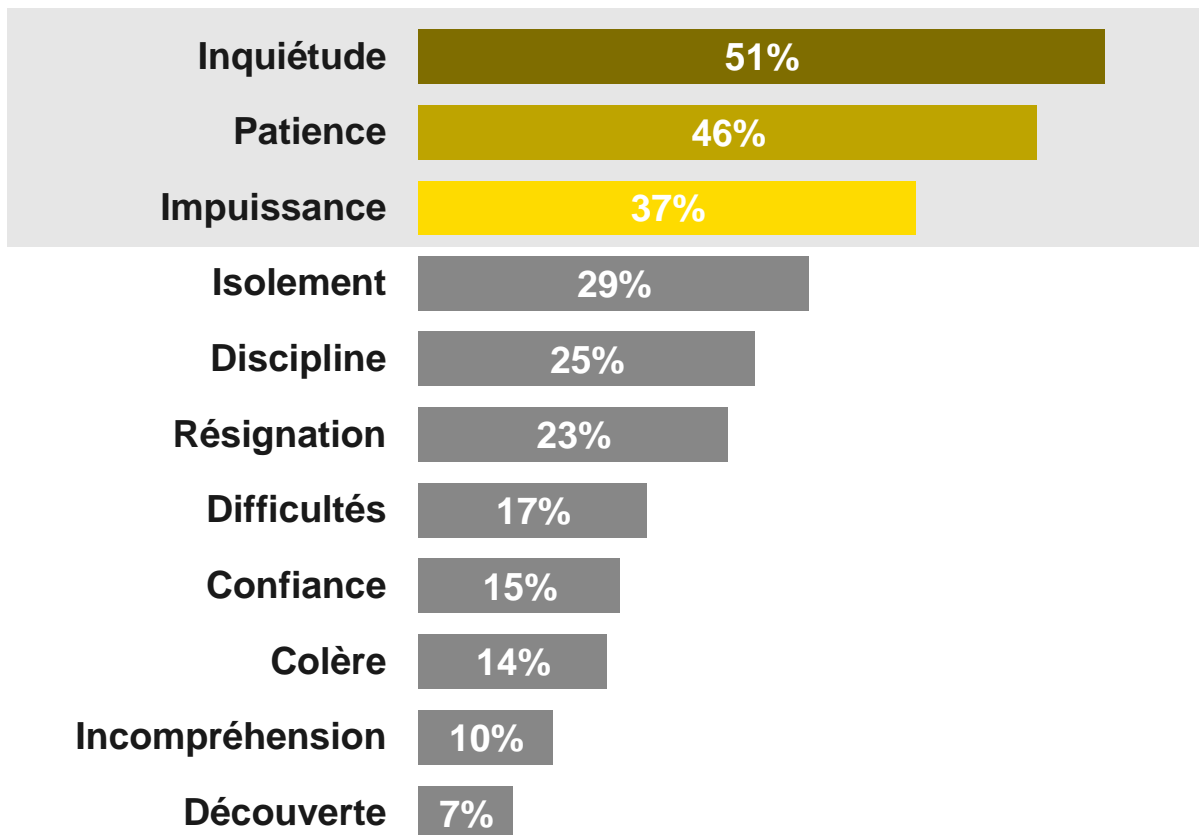
KANTAR

2.3

Etat d'esprit par rapport à la
situation actuelle

Face à l'épidémie de COVID-19, les salariés français se disent d'abord à la fois inquiets et patients. Ils sont près de 4 sur 10 à se sentir également impuissants.

Quels sont les trois mots qui caractérisent le plus votre état d'esprit par rapport à la situation actuelle ?



Les inquiets

58% des salariés du transport
55% des femmes
56% des ouvriers

Les patients

54% des salariés du commerce
53% des salariés du BTP
50% des 16-34 ans
50% des employés
49% des cadres

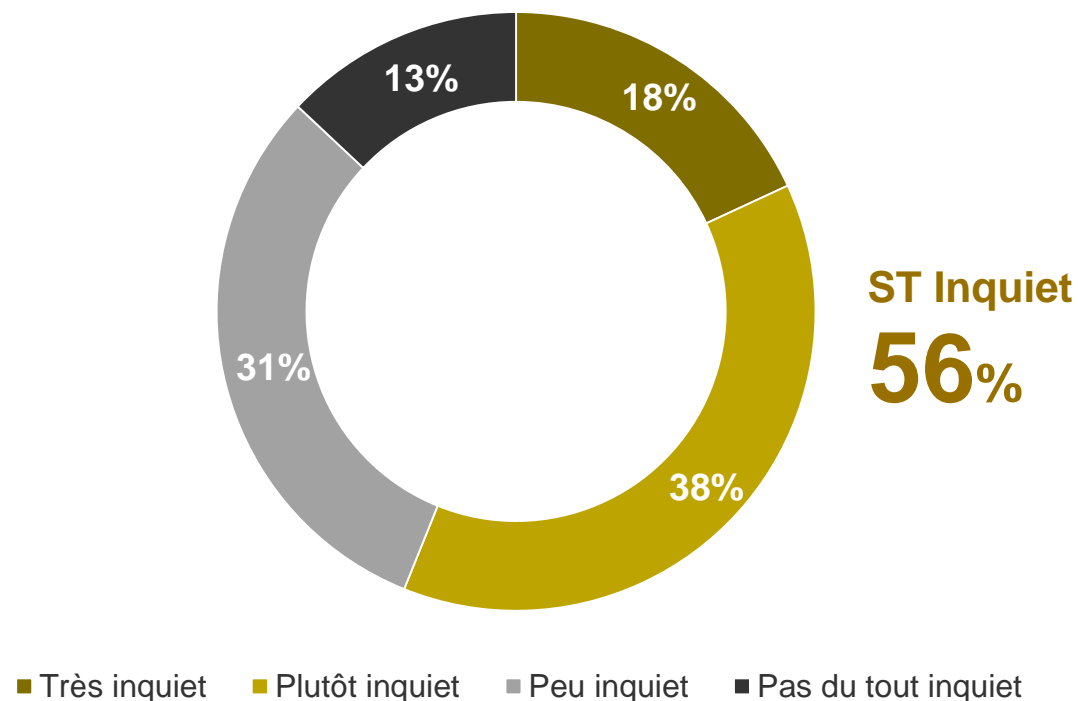
Ceux qui se sentent impuissants

41% des + de 50 ans
40% des professions intermédiaires
40% des salariés de l'industrie
39% des salariés des services

Base : ensemble (1005)

Plus particulièrement au sujet de l'impact de l'épidémie sur leur situation professionnelle, cette inquiétude – à degrés variables - se confirme chez plus d'un salarié sur deux.

En ce qui concerne les conséquences de l'épidémie sur votre situation professionnelle, diriez-vous que vous êtes personnellement ?

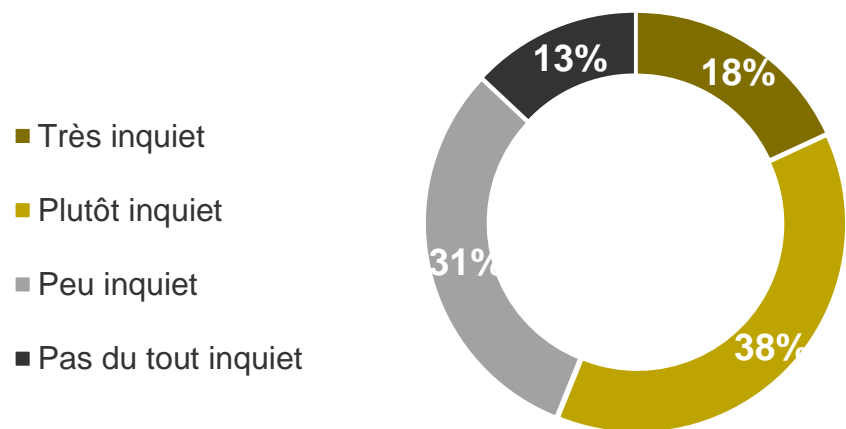


Base : ensemble (1005)

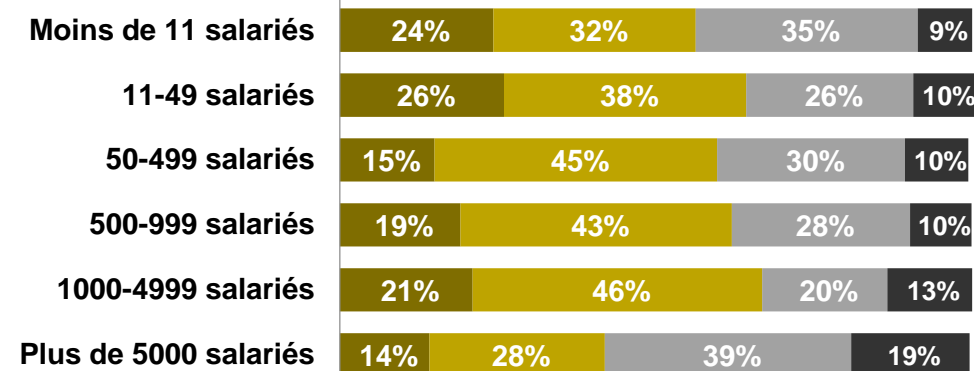
Elle est plus marquée dans le secteur privé (TPE, PME et ETI) et parmi les ouvriers.

En ce qui concerne les conséquences de l'épidémie sur votre situation professionnelle, diriez-vous que vous êtes personnellement ?

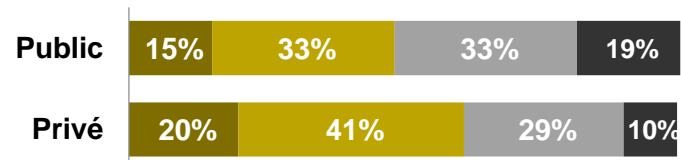
Résultats sur l'ensemble des salariés



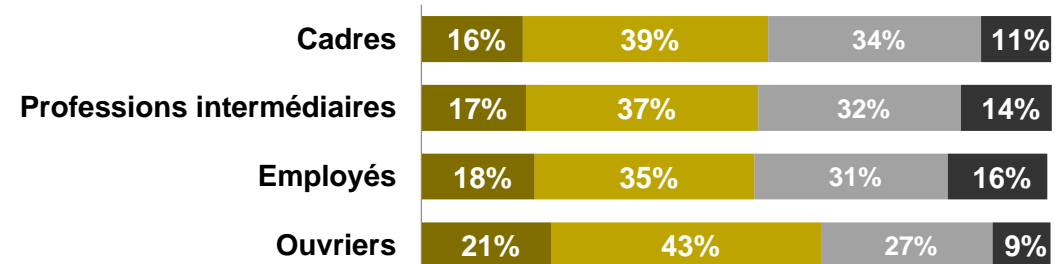
Résultats selon la taille de l'entreprise



Résultats selon le secteur d'activité



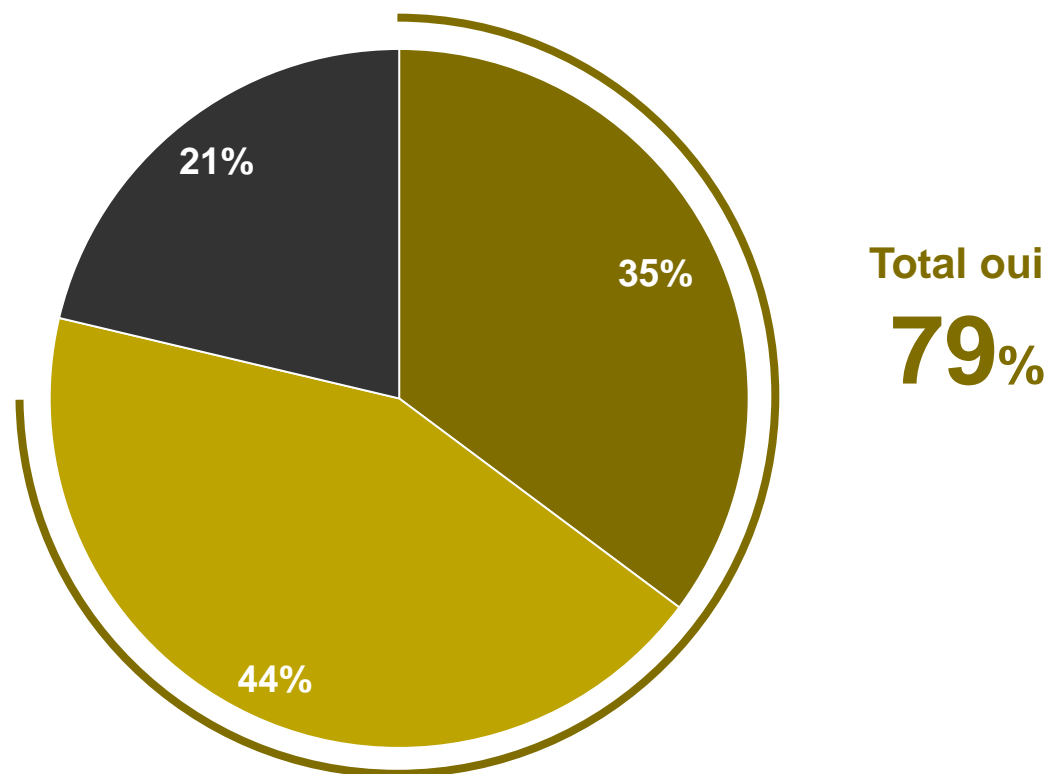
Résultats selon la profession



Base : ensemble (1005)

En grande majorité, les salariés s'attendent à ce que la crise impacte leur entreprise / administration...

Pensez-vous que la crise aura un impact sur l'avenir de votre entreprise/votre administration ?



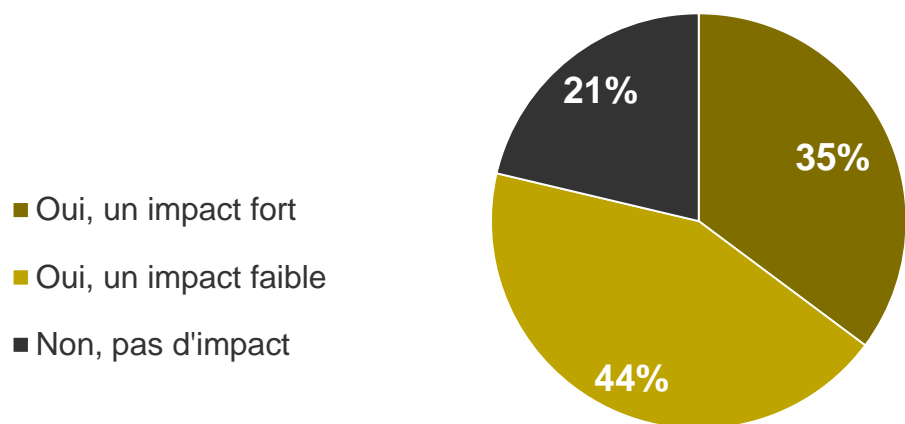
■ Oui, un impact fort ■ Oui, un impact faible ■ Non, pas d'impact

Base : ensemble (1005)

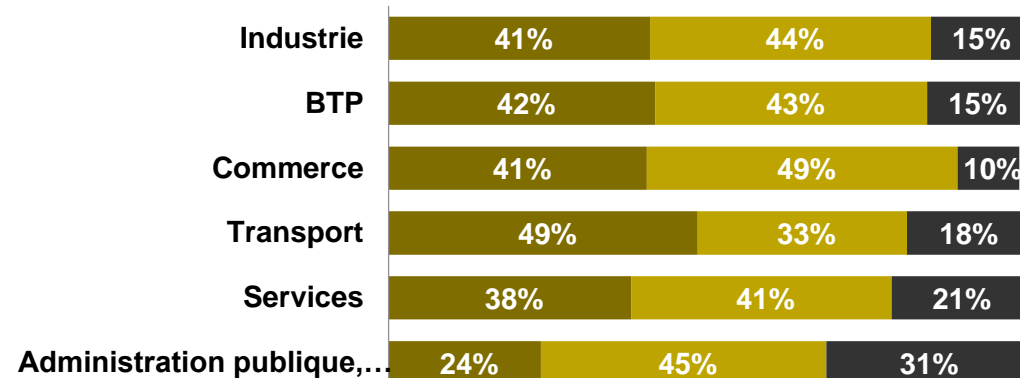
... Les salariés du secteur privé, en particulier ceux du commerce, anticipent le plus l'impact de la crise sur l'avenir de leur employeur. Parmi les professions, les cadres, suivis des ouvriers, sont les plus pessimistes

Pensez-vous que la crise aura un impact sur l'avenir de votre entreprise/votre administration ?

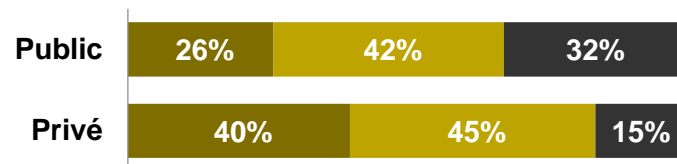
Résultats sur l'ensemble des salariés



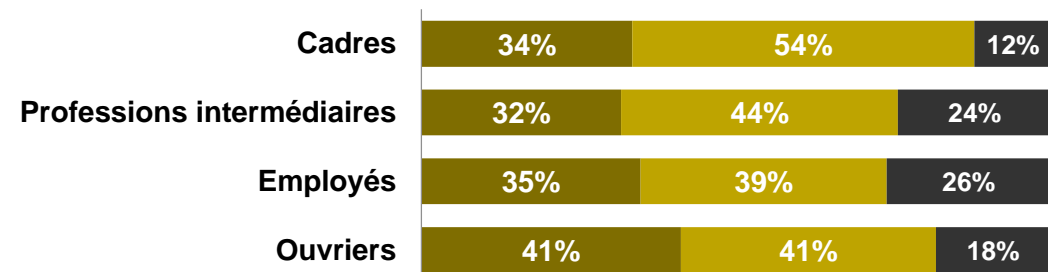
Résultats selon l'activité de l'employeur / administration



Résultats selon le secteur



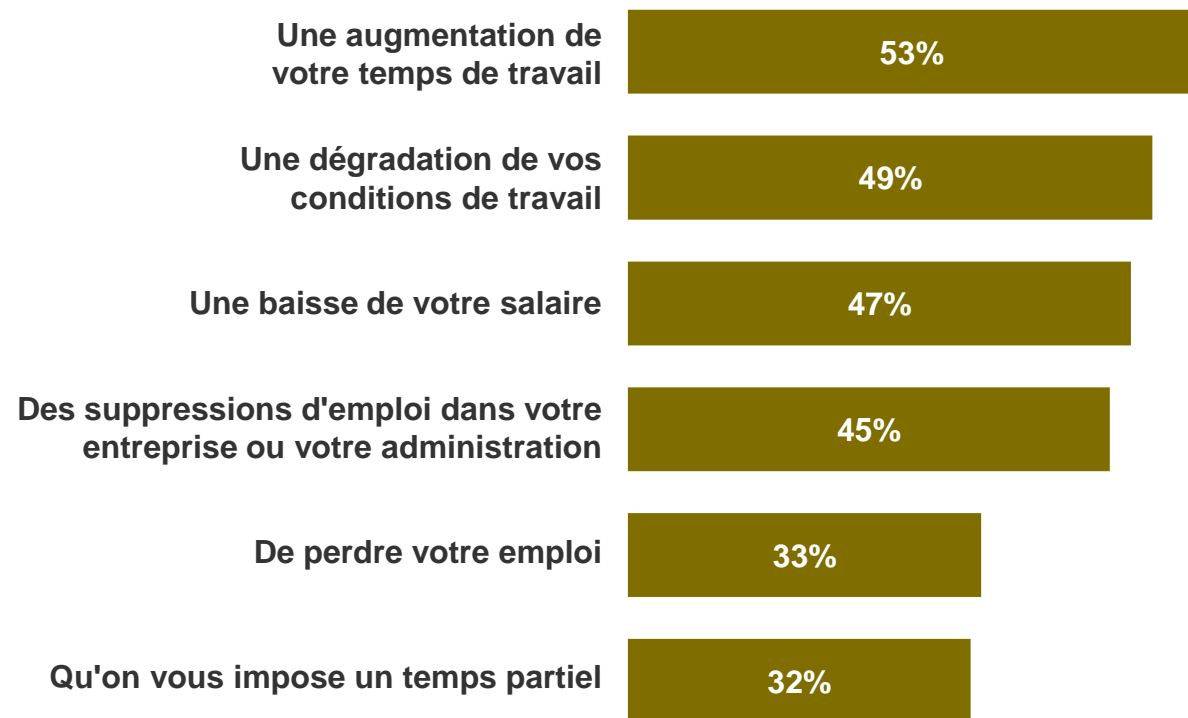
Résultats selon la profession



Base : ensemble (1005)

Ceux-ci craignent avant tout une diminution du bien-être au travail (augmentation du temps de travail, dégradation des conditions) ou une baisse de salaire voire des suppressions d'emploi.

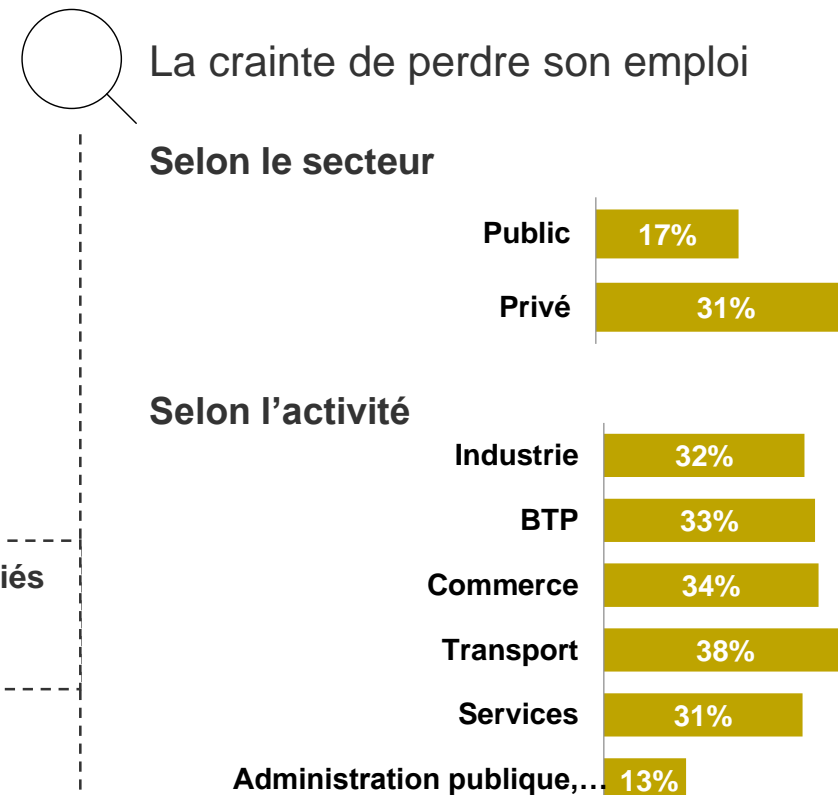
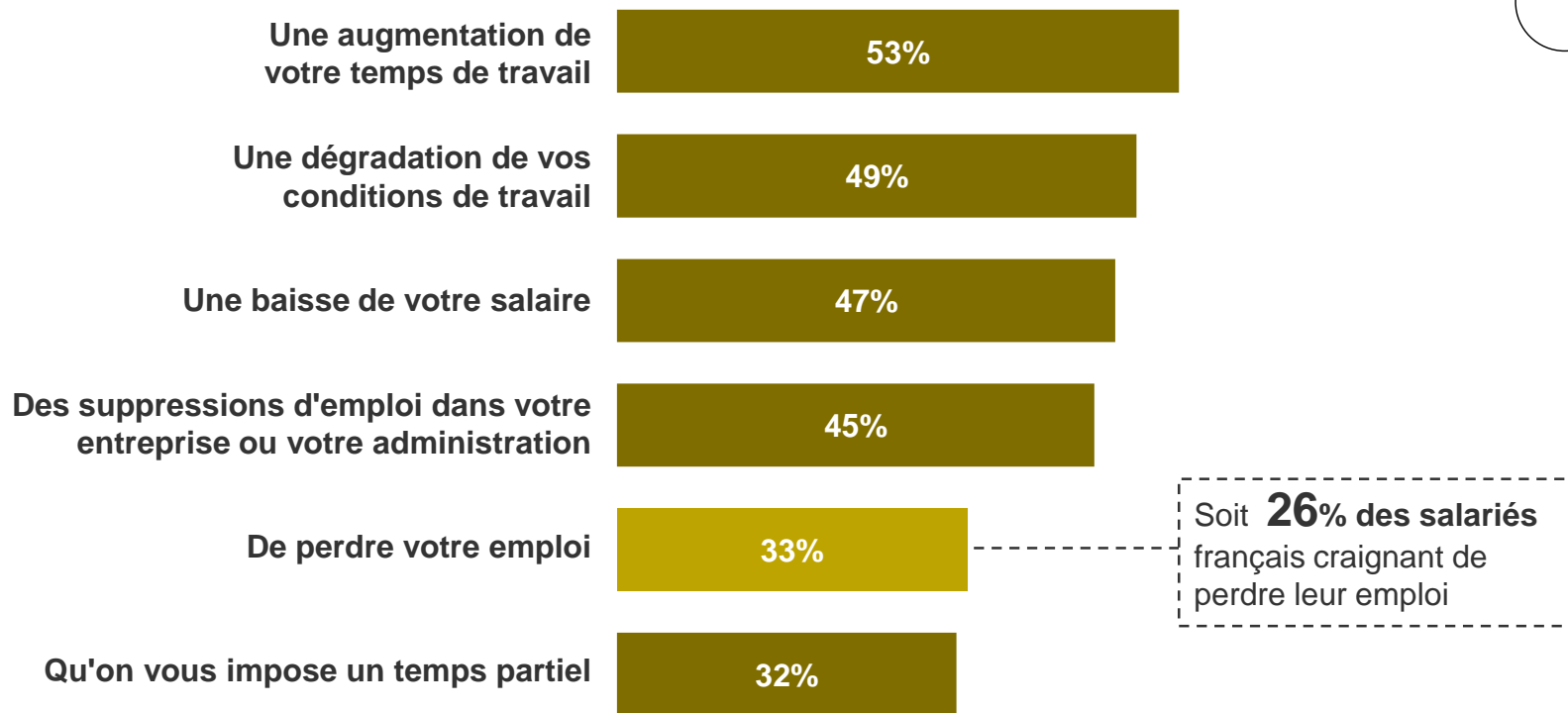
Craignez-vous ... [A ceux qui anticipent un impact de la crise sur leur entreprise / administration]



Base : ceux qui pensent que la crise va avoir un impact sur l'avenir de leur entreprise/administration (791)

Au global, un salarié sur quatre craint que son propre emploi soit impacté. Parmi les salariés du privé, cette proportion s'élève à près d'un tiers.

Craignez-vous ... [A ceux qui anticipent un impact de la crise sur leur entreprise / administration]



En %
Base : Ensemble (1005)
Q18 Craignez-vous de perdre votre emploi

Base : ceux qui pensent que la crise va avoir un impact sur l'avenir de leur entreprise/administration (791)

Craintes de perdre son emploi

Extrait de messages adressés à la CFDT via la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« Je suis logisticienne dans une pharmacie. [...] Depuis le 16 mars au soir je ne peux plus faire garder ma fille de 13 ans et n'ai aucun moyen de garde. Du coup j'ai signalé à mon employeur que je devais me mettre en arrêt de travail et il m'a dit « j'en prends note. »

[...] hier il m'envoie une lettre de réquisitionnement où il stipule que depuis le 16 mars il ne m'a pas vue sur mon lieu de travail et qu'il veut un justificatif pour mon absence. Je lui ai bien dit par message et appel téléphonique qu'il fallait me mettre en arrêt.

Aujourd'hui cela fait 4 jours que je suis chez moi en confinement avec ma fille et donc sans justificatif car il n'a pas fait les démarches. [...] Je me retrouve dans une situation où je risque même de perdre mon travail pour, selon lui, abandon de poste.. »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« Ma fille handicapée de 32 ans est placée dans une maison spécialisée. Pour des mesures de sécurité et santé j'ai dû la faire sortir pour la garder chez moi à mon domicile jusqu' à la fin du confinement. Il est interdit de la faire entrer avant la fin du confinement.

[...] J'aimerais savoir si je peux prétendre à une autorisation spéciale d'absence pour garder ma fille car j' ai peur de perdre mon travail et je n'aurai pas assez de congés annuels vu la tournure que ça prend. »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« Je m'occupe à la maison de ma maman âgée de 91 ans ayant une pathologie lourde. Mon employeur me demande de venir travailler. J'ai très peur, compte tenu des circonstances, de lui transmettre le virus car j'ai 3 heures de transport par jour avec tous les risques que cela peut entraîner. Est-il possible de demander un congé sans solde ? »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

Craintes de perdre son emploi

Extrait de messages adressés à la CFDT via la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« Je suis depuis 8 mois en intérim dans la même société et le directeur ne souhaite pas arrêter mon activité. [...] Seulement le siège de notre société a donné la consigne d'arrêter tous les contrats d'intérim sans nous prévenir au préalable. Cela me met dans une situation très inconfortable comme toutes les personnes intérimaires. Avons-nous un recours pour une compensation financière ? [...] Ma boîte d'intérim a bien arrêté mon contrat au jour demandé par l'entreprise. Je ne suis pas rémunérée sur les jours manquants. [...] Je n'ai pas eu un mot à dire, on m'a prévenu le matin pour le soir. Avons-nous en tant qu'intérimaires un recours face à ça ? »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« J'ai quitté mon CDI fin février 2020 pour un CDD de 1 an renouvelable. J'ai commencé ce CDD le 1^{er} mars 2020. Il était convenu que la période d'essai dure 1 mois. Avec la crise, j'ai demandé à obtenir mon droit de garde pour enfant déscolarisé, ils ont accepté et ils m'ont demandé en parallèle de faire du télétravail, chose que j'ai accepté.

Ne pouvant effectuer que 4h ou 5h de travail à la maison par jour au lieu des 7h convenues ils m'ont alors demandé de ne plus faire de télétravail et de profiter de mon droit de garde pour enfant déscolarisé pleinement.

Ce vendredi 20 mars ma responsable m'a appelé en me disant qu'ils ne pouvaient pas me garder et qu'ils rompaient ma période d'essai pour une question de "survie de l'entreprise de façon économique".. »

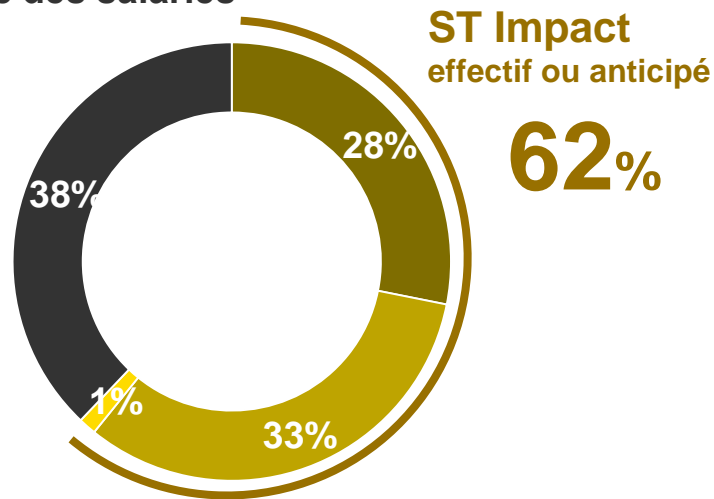
Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

Un tiers des salariés ayant dorénavant et déjà connu une baisse de salaire, l'insécurité financière est en effet palpable, surtout chez les ouvriers et salariés de PME et chez ceux qui étaient déjà en arrêt au moment de la crise, ou dont la situation professionnelle a été impactée par la crise.

Concernant votre salaire personnel, laquelle de ces affirmations se rapproche le plus de votre situation actuelle ?

Résultats sur l'ensemble des salariés

- La crise a entraîné une diminution de mon salaire.
- La crise n'a pas encore diminué mon salaire, mais cela arrivera sûrement.
- La crise a entraîné une augmentation de mon salaire.
- La crise n'aura aucun impact sur mon salaire.



Résultats selon la profession

Profession	Diminution	Augmentation	Aucun impact	Non encore diminué
Cadres	16%	36%	1%	47%
Professions intermédiaires	25%	34%	1%	40%
Employés	29%	32%	1%	38%
Ouvriers	42%	29%	2%	27%

Base : ensemble (1005)

Résultats selon la taille de l'entreprise

Taille de l'entreprise	Diminution	Augmentation	Aucun impact	Non encore diminué
Moins de 11 salariés	41%	32%	27%	
11-49 salariés	43%	27%	1%	29%
50-499 salariés	34%	32%	2%	32%
500-999 salariés	27%	35%	38%	
1000-4999 salariés	20%	38%	2%	40%
Plus de 5000 salariés	14%	29%	1%	56%

Résultats selon la situation de travail en confinement

Situation de travail	Diminution	Augmentation	Aucun impact	Non encore diminué
Continue à travailler à 100% (y compris en télétravail)	8%	35%	2%	55%
Chômage partiel (en inactivité partielle ou totale)	56%	30%	1%	13%
Arrêt de travail dû au confinement	36%	38%	26%	
Arrêt de travail (sans lien avec le confinement)	42%	19%	39%	
A perdu son emploi dû au confinement	92%	8%		

Craintes quant aux baisses de salaire

Extrait de messages adressés à la CFDT via la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« Je suis en arrêt de travail pour garder mes enfants à mon domicile pendant le confinement. On vient de m'annoncer que je ne serai indemnisé que de 50% par mon assurance maladie et que mon entreprise ne me versera rien [...] normalement l'État avait dit qu'on serait indemnisés pour ne pas perdre notre salaire. Quels droits j'ai? Pourquoi je ne toucherais pas 80%? »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« Comme beaucoup de personnes en ce moment je me pose la question du salaire. J'ai un contrat de 40h semaine, et je touche 1830€ net / mois. A quoi dois-je m'attendre ? J'ai peur d'être rémunérée à hauteur 35h. »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« Le 17 mars notre patron nous a donné le choix de rester travailler ou pas. Nous sommes 4 à avoir fait le choix de ne plus travailler sur le principe de précaution. Est-ce qu'il me versera le chômage partiel? Car l'entreprise est restée ouverte. »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« Ma fille de 17 ans est en CDI dans un supermarché. Elle ne travaille que le dimanche matin.

Son patron lui a demandé de ne pas venir travailler pendant 2-3 semaines car il y a moins de fréquentation dans le supermarché depuis le confinement, sera-t-elle payée quand même ? »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

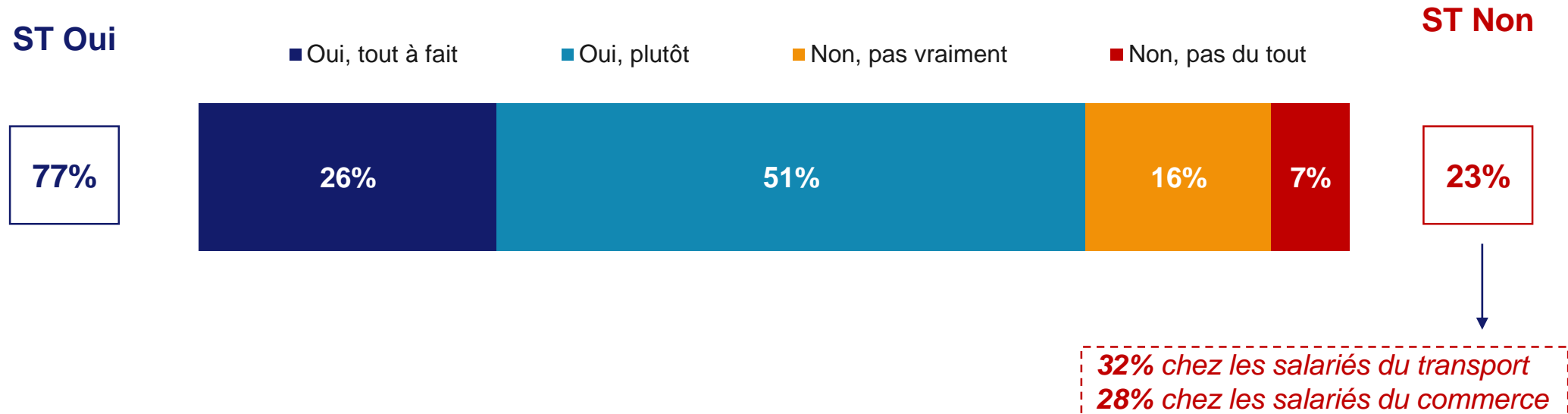
KANTAR

2.3

Opinion quant à la gestion de la
crise par l'employeur /
administration

Dans l'ensemble, les salariés français sont majoritairement d'accord avec les mesures sanitaires prises par leur employeur / administration...

Diriez-vous que votre employeur/votre administration a pris les bonnes mesures sanitaires face à l'épidémie de Covid-19 ?



Base : ensemble (1005)

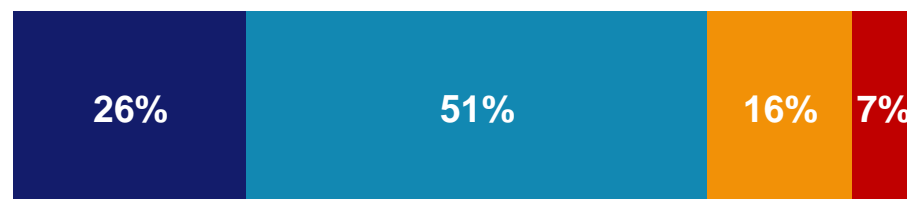
... Surtout s'il y a eu dialogue social dans la gestion de la crise

Diriez-vous que votre employeur/votre administration a pris les bonnes mesures sanitaires face à l'épidémie de Covid-19 ?

ST Oui

77%

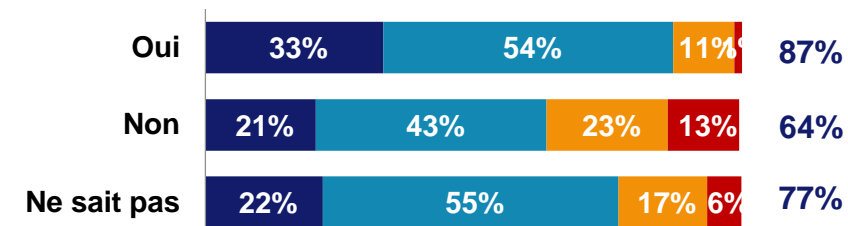
■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, pas vraiment ■ Non, pas du tout



ST Non

23%

Résultats selon que les représentants du personnel aient ou non été consultés par l'employeur dans la gestion de crise



Base : ensemble (1005)

Mesures sanitaires

Extrait de messages adressés à la CFDT via la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« Je travaille pour une société privée comme agent d'entretien dans un EHPAD.

Je nettoie les chambres des résidents, sans protection, mis à part des gants. Je ne trouve pas cela normal en sachant que je passe quand même de chambre en chambre. Les résidents sont dans leur chambre quand je fais le ménage car c'est en service de gériatrie donc pas évident de respecter une distance d'un mètre. Je ne suis pas rassuré, j'ai peur d'attraper ce virus. Est-ce que j'ai un droit de retrait ou suis-je obligé d'aller travailler car pour moi le ménage n'est pas forcément indispensable. »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« Notre patron oblige quelques personnes à venir travailler sans se préoccuper des postes qui ne peuvent pas garder des distances de sécurité ou porter de masque sans étouffer dû à l'effort fourni en tant que chaudronnier. Et sans se préoccuper de moi, par exemple, qui habite isolé à la campagne et qui ne peut du coup pas aider ma voisine âgée de 73 ans de peur de lui transmettre le virus attrapé au travail car dans ce contexte si un seul d'entre nous est porteur au sein de l'usine, nous serons tous contaminés. »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

« Mon employeur me refuse le télétravail car je suis en CDD. A-il-le droit ?

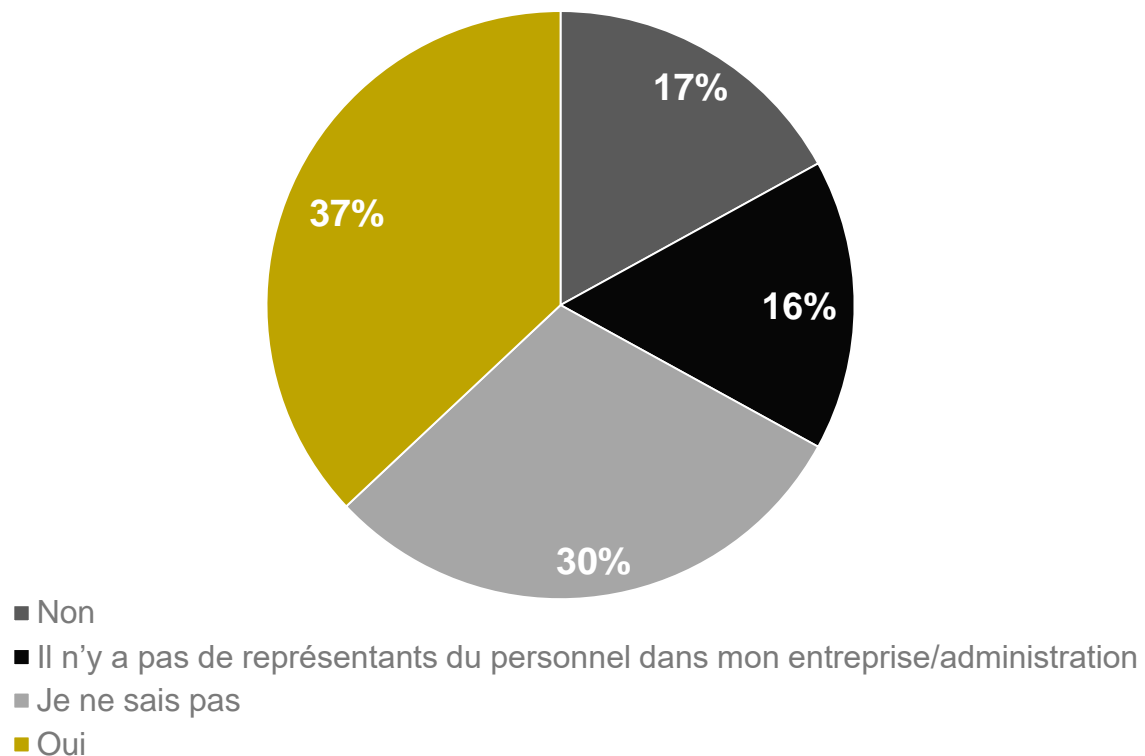
Mes collègues qui sont en CDI, sont en télétravail. Je peux très bien faire mon travail à distance. Mais mon employeur m'oblige à me déplacer tous les jours pour me rendre sur le site où il y a des risques de contamination car nous n'avons ni masque ni gants ni gel hydroalcoolique à disposition...

Quel sont mes droits ? »

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

Un dialogue social partiel dans la gestion de la crise sur le lieux de travail ...

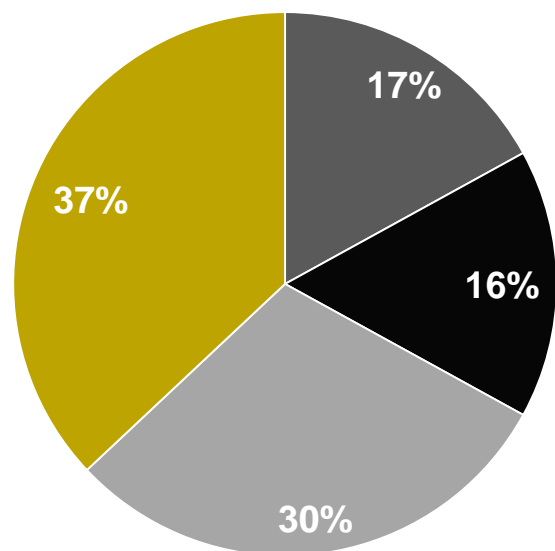
Votre employeur/ votre administration a-t-il consulté les représentants du personnel dans la gestion de la crise sur votre lieu de travail ?



Base : ensemble (1005)

... Reflet direct d'une présence variable des CE selon la taille de l'entreprise, mais aussi d'une disparité de méthode selon le secteur ...

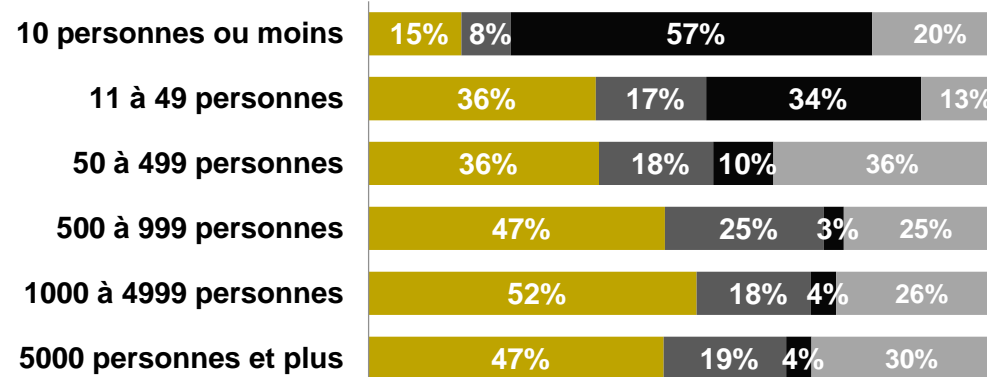
Votre employeur / votre administration a-t-il consulté les représentants du personnel dans la gestion de la crise sur votre lieu de travail ?



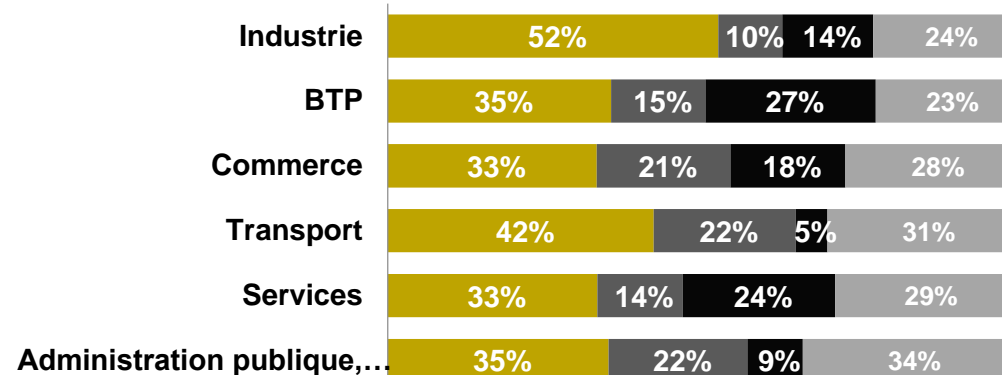
- Non
- Il n'y a pas de représentants du personnel dans mon entreprise/administration
- Je ne sais pas
- Oui

Base : ensemble (1005)

Résultats selon la taille de l'entreprise

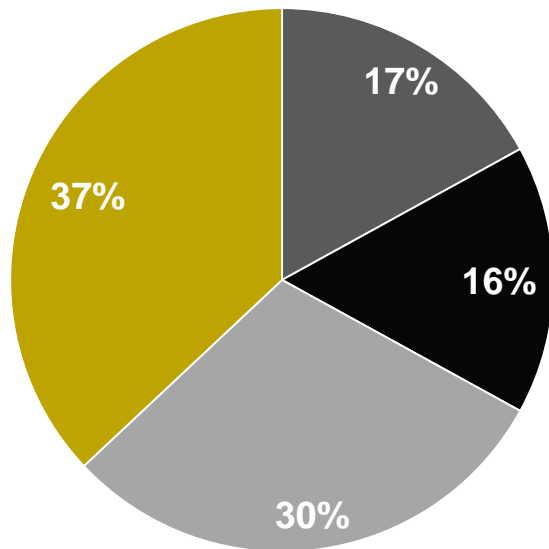


Résultats selon l'activité de l'employeur / administration



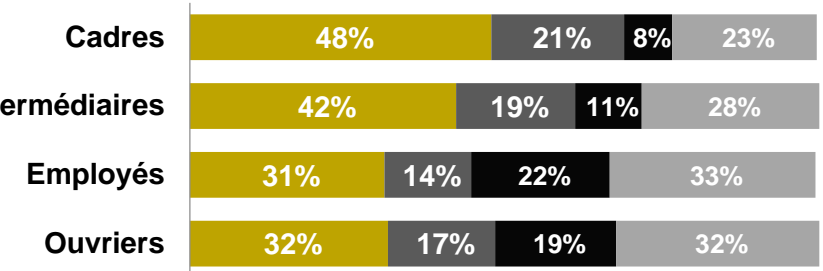
Ainsi que d'une perception variable selon la profession...

Votre employeur / administration a-t-il consulté les représentants du personnel dans la gestion de la crise sur votre lieu de travail ?



- Non
- Il n'y a pas de représentants du personnel dans mon entreprise/administration
- Je ne sais pas
- Oui

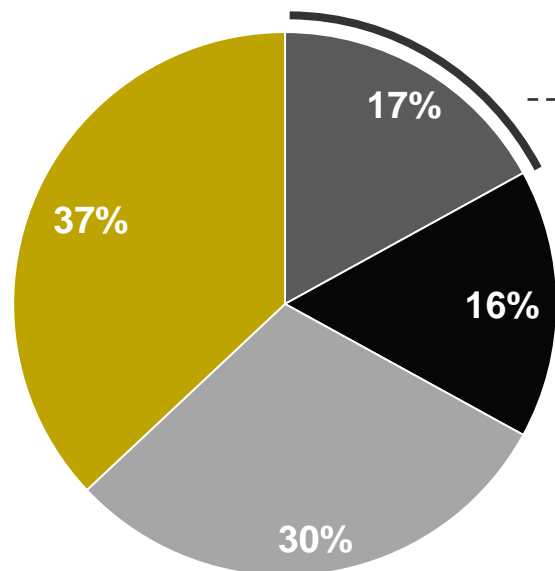
Résultats selon la profession



Base : ensemble (1005)

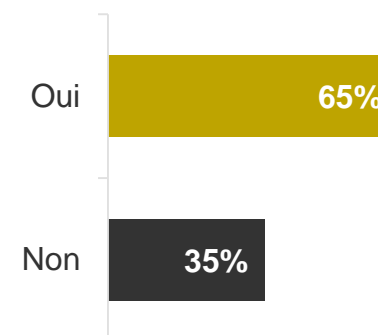
Parmi ceux qui affirment n'y avoir pas eu de dialogue social, une majorité le déplore.

Votre employeur / administration a-t-il consulté les représentants du personnel dans la gestion de la crise sur votre lieu de travail ?



- Non
- Il n'y a pas de représentants du personnel dans mon entreprise/administration
- Je ne sais pas
- Oui

Votre employeur aurait-il dû consulter les représentants du personnel dans la gestion de la crise sur votre lieu de travail ?



Base : ensemble (1005)
Base : ceux qui répondu non (164)

Manque de dialogue social

Extrait d'un message adressé à la CFDT via la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

Nous sommes une société sous-traitante dans le domaine de la viande. Nous intervenons dans les abattoirs en France [...].

Notre employeur a annulé toutes les réunions et notamment celle du CSE. Actuellement nous n'avons eu aucune réunion CSE sur la crise actuelle et nous n'avons été associé à aucune démarche [...].

Nous remarquons des carences dans la protection du personnel. Nous avons alerté par courrier l'employeur. Beaucoup de nos collègues nous contactent pour nous informer qu'ils ont peur. Ils se retrouvent chaque jour entre 20 et 30 personnes dans le vestiaire entre ceux du matin qui terminent et ceux qui commencent.

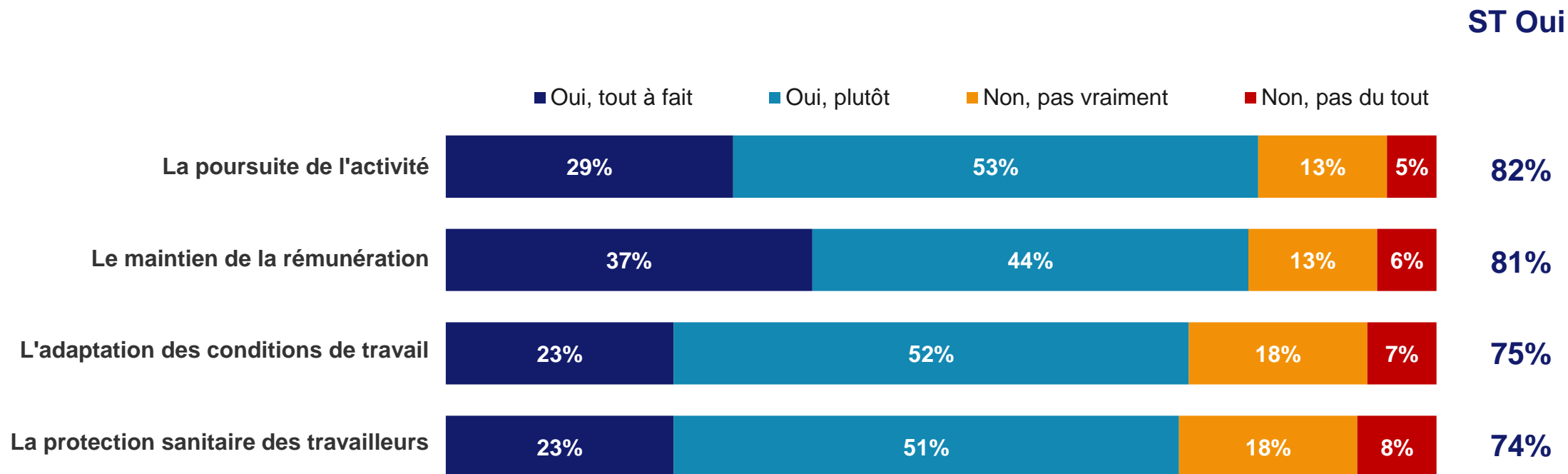
Il refuse toujours d'associer les membres du CSE aux démarches et de provoquer une réunion extraordinaire. La visioconférence n'est pas possible.

Que risque-t-il ? Pouvons-nous utiliser le droit d'alerte? En cas de contamination d'un salarié, risque-t-il la faute inexcusable de l'employeur ?

Extrait d'un message adressé à la boîte mail Covid-19@cfdt.fr

Les salariés français sont majoritairement confiants quant aux mesures que prendra leur employeur / administration pour poursuivre l'activité et assurer leurs salaires. Ils ont un peu plus de doutes sur les mesures sanitaires et l'adaptation des conditions de travail.

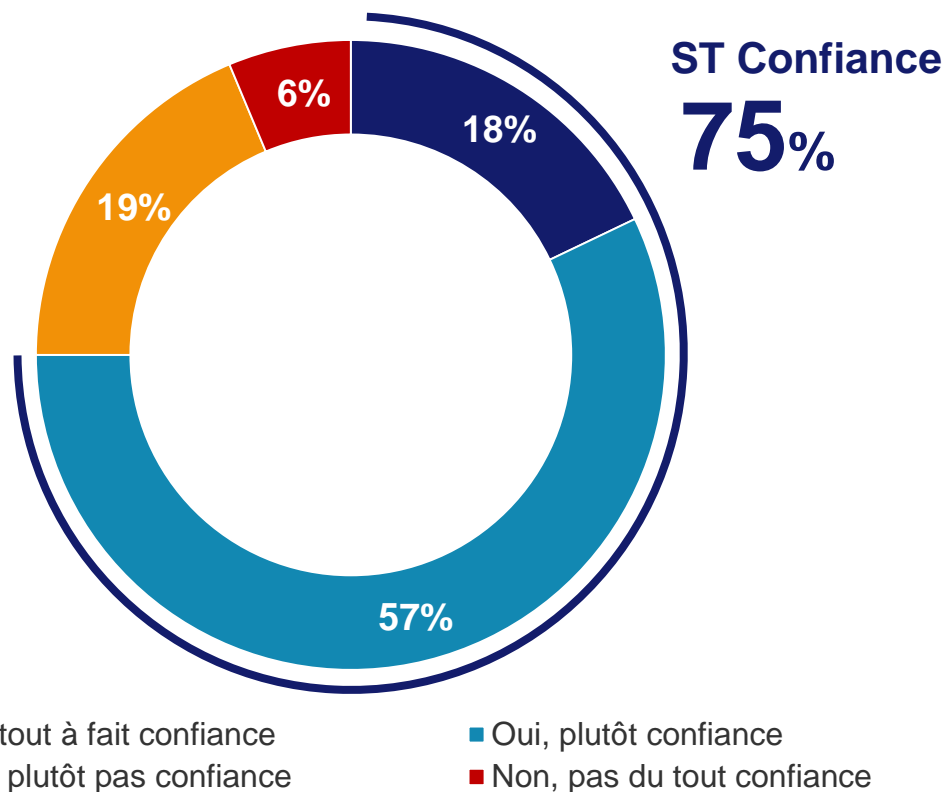
Avez-vous confiance dans votre employeur/votre administration pour prendre les bonnes mesures à l'égard de la crise concernant les éléments suivants :



Base : ensemble (1005)

Au même titre, ceux dont la situation de travail a changé pendant le confinement sont plutôt confiants quant à la capacité de leur employeur de mettre en place les conditions sanitaires nécessaires à la reprise du travail, surtout s'il y a eu dialogue social.

Avez-vous confiance dans votre employeur/votre administration pour mettre en place les conditions sanitaires nécessaires à la reprise du travail ?



Résultats selon la taille de l'entreprise

Moins de 11 salariés	22%	60%	12%	6%	82%
11-49 salariés	16%	62%	18%	4%	78%
50-499 salariés	17%	58%	21%	4%	75%
500-999 salariés	19%	50%	20%	11%	69%
1000-4999 salariés	21%	53%	17%	9%	74%
Plus de 5000 salariés	18%	58%	18%	6%	76%

Résultats selon le secteur

Public	18%	54%	22%	6%	72%
Privé	18%	59%	17%	6%	77%

Résultats selon qu'il y ait eu ou non du dialogue social

Oui	24%	61%	13%	2%	85%
Non	17%	50%	24%	9%	67%
Ne sait pas	12%	60%	20%	8%	72%

Base : ceux dont la situation de travail a changé en raison du confinement (680)

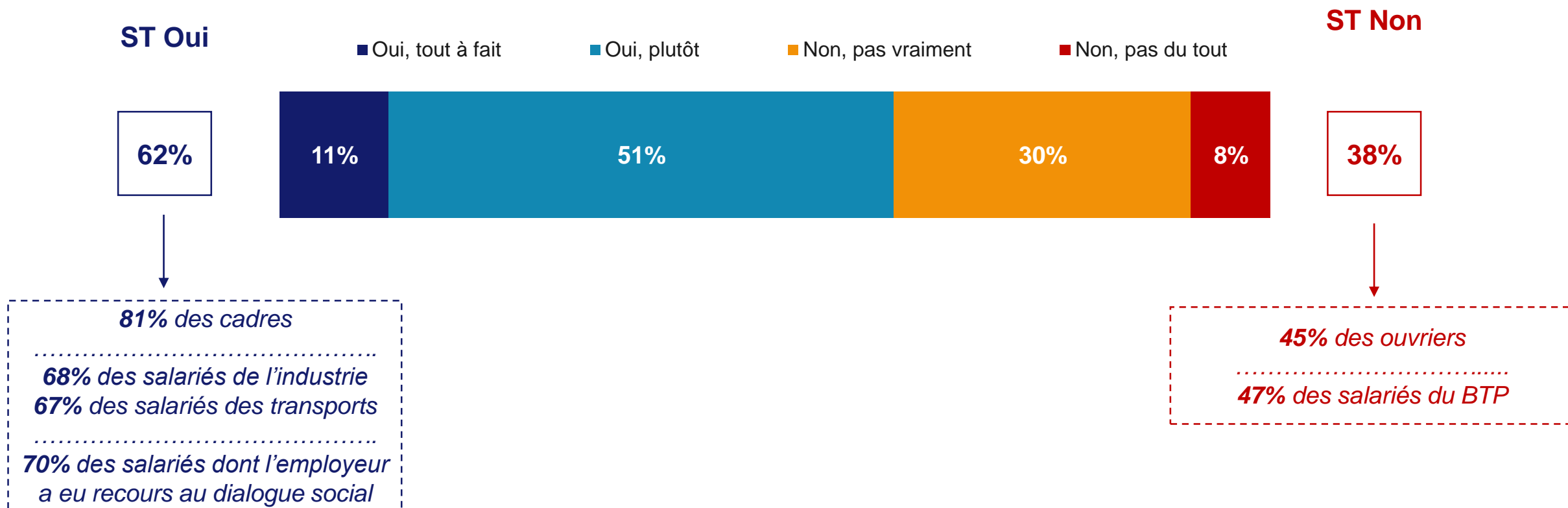
KANTAR

2.4

Etat, politiques publiques et
impact de la crise à long terme

Près de 4 français sur 10 déplorent un manque d'efforts des pouvoirs publics pour aider les entreprises et administrations à faire face à la crise.

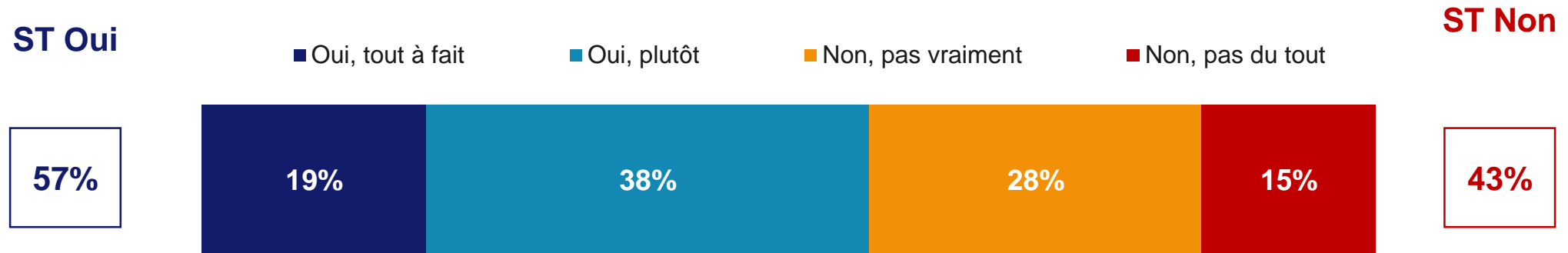
Les pouvoirs publics ont-ils fait suffisamment d'efforts pour aider les entreprises et administrations à faire face à la crise ?



Base : ensemble (1005)

Les salariés français sont assez divisés sur la nécessité d'exiger des contreparties de la part des entreprises ayant bénéficié des dispositifs d'aide des pouvoirs publics.

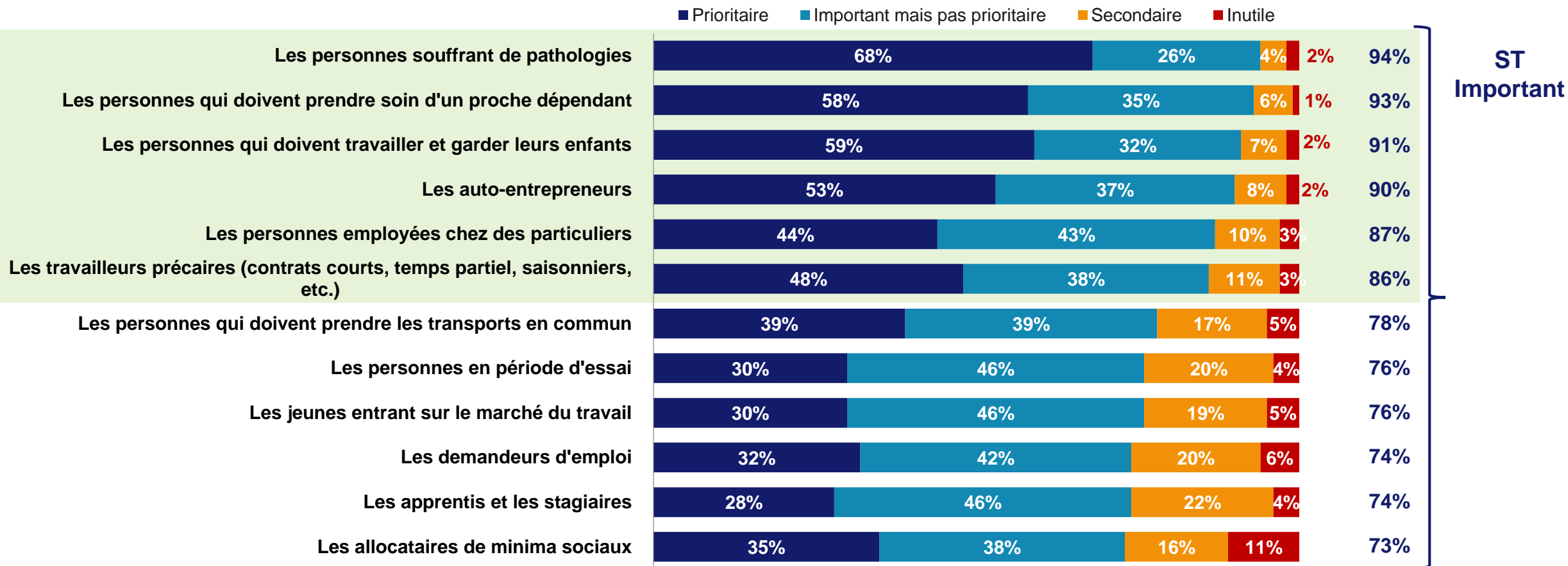
Pour faire face à la crise actuelle, les entreprises ont bénéficié de dispositifs d'aide (prise en charge du chômage partiel et report de charges, entre autres). Les pouvoirs publics doivent-ils exiger des contreparties de la part des entreprises qui ont bénéficié de ces dispositifs d'aide ?



Base : ensemble (1005)

Pour faire face à la crise, les salariés estiment que les pouvoirs publics doivent venir en aide à la plupart des travailleurs. La priorité cependant revient d'abord aux personnes malades et à celles s'occupant de proches dépendants ou d'enfants. Auto-entrepreneurs, personnes employées chez des particuliers et travailleurs précaires sont également perçus comme prioritaires par près d'un salarié sur deux.

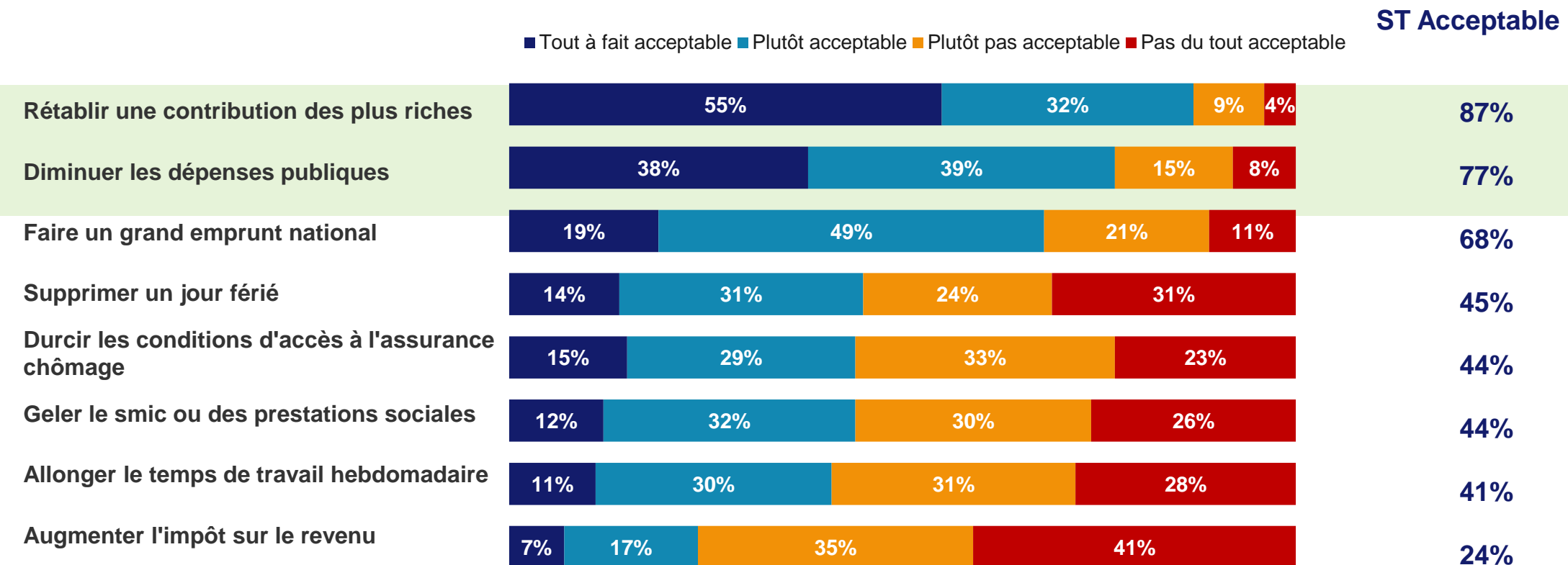
Face à la crise que nous vivons actuellement, dans quelle mesure estimez-vous important que les pouvoirs publics aident les personnes suivantes ?



Base : ensemble (1005)

Pour faire face à la dette de la France, le rétablissement de la contribution des plus riches est plébiscité, tout comme la diminution des dépenses publiques.

La crise économique liée au confinement va alourdir très fortement la dette de la France. Pour y faire face, la mesure suivante vous semble-t-elle acceptable ?



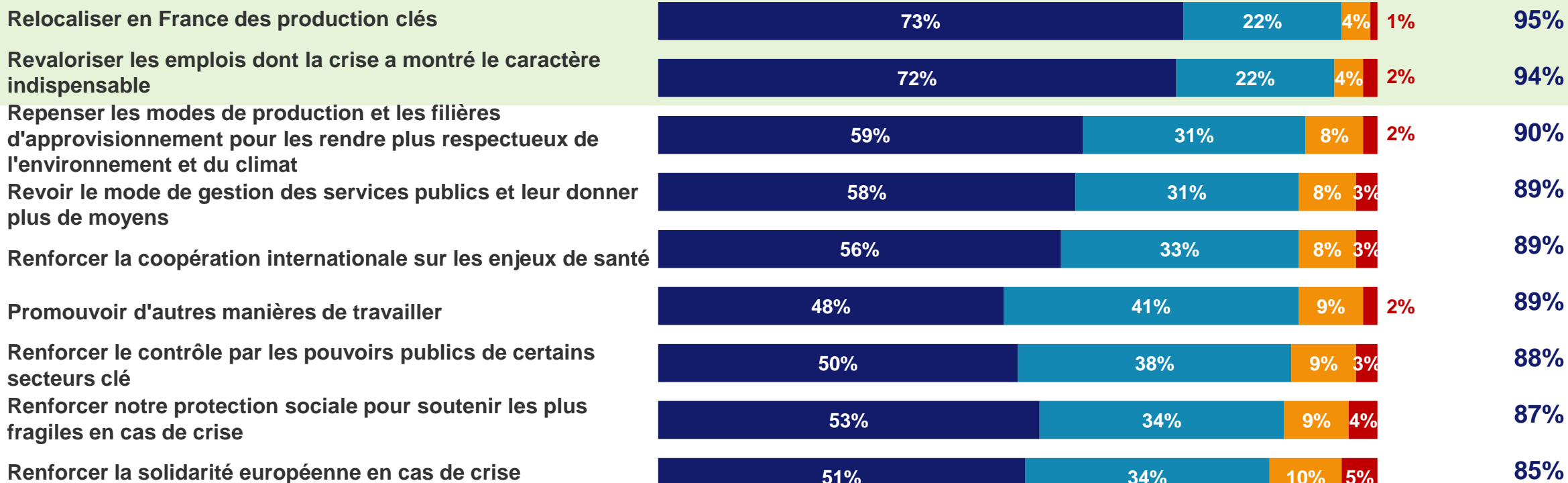
Base : ensemble (1005)

Pour la plupart, au sortir de la crise, il sera avant tout indispensable de relocaliser les productions-clés en France et de revaloriser les emplois s'étant révélés essentiels en temps de crise (les « première et deuxième lignes »).

Lorsque la crise sera terminée, dans quelle mesure les changements suivants vous semblent-ils importants?

■ C'est indispensable ■ C'est important mais pas indispensable ■ C'est secondaire ■ C'est inutile

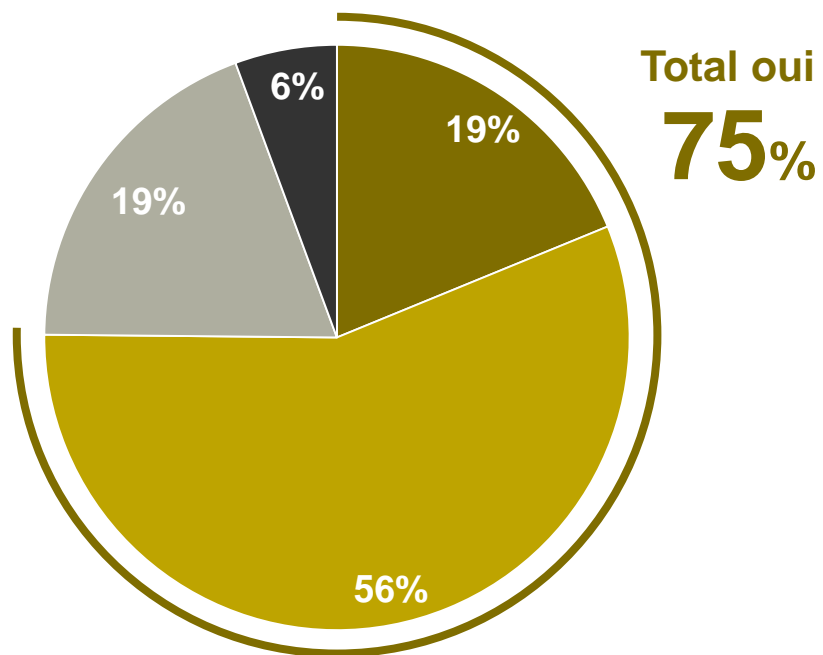
ST Prioritaire



Base : ensemble (1005)

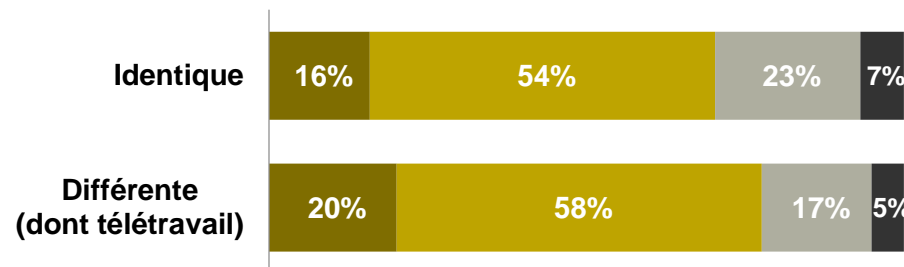
La plupart des salariés s'attendent à une évolution des manières de travailler suite à la crise.

Pensez-vous que les manières de travailler changeront avec cette crise ?



■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, pas vraiment ■ Non, pas du tout

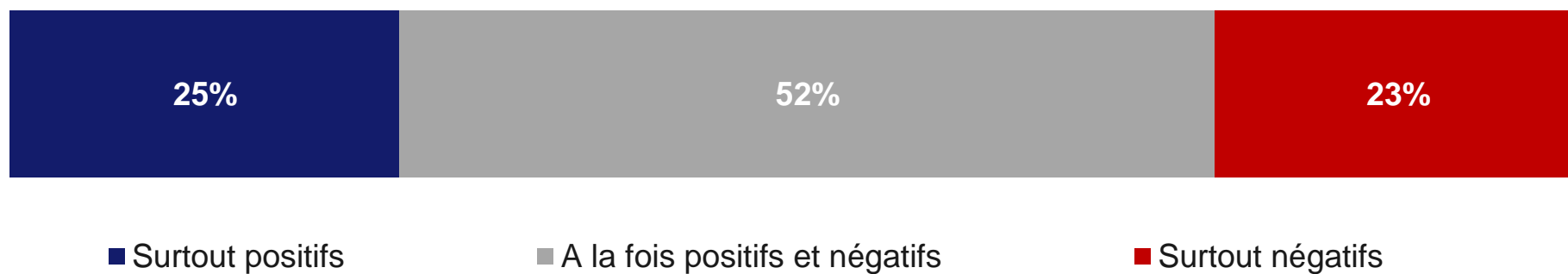
Résultats selon l'évolution de la situation professionnelle



Base ensemble (1005)

Cependant, ceux qui anticipent cette évolution sont très partagés quant à la nature de ces changements.

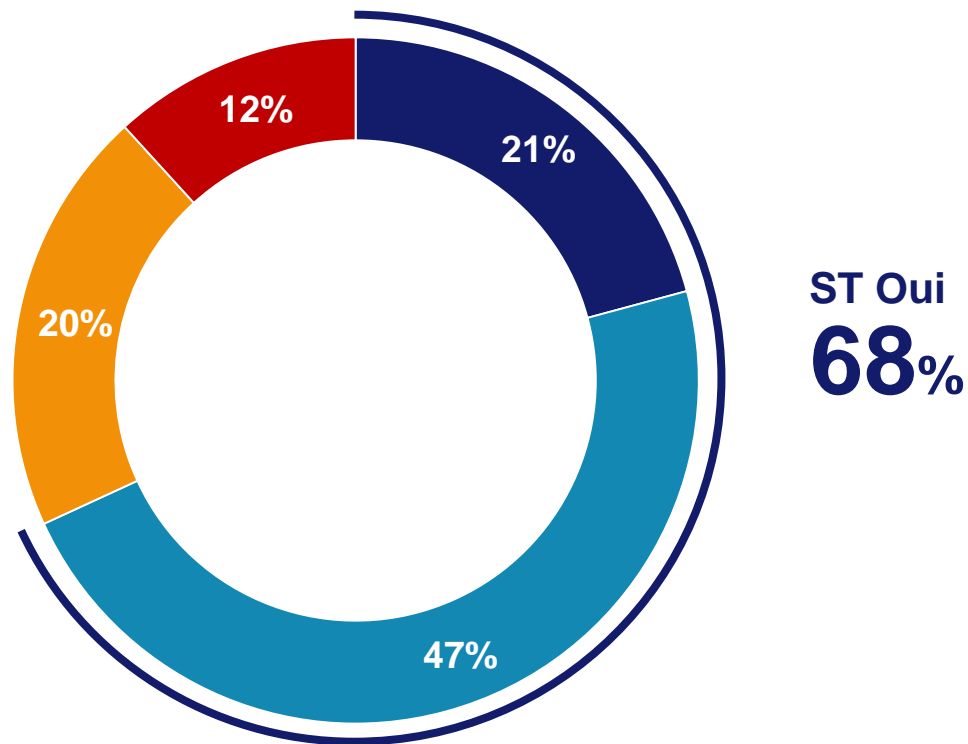
Ces changements seront-ils ?



Base : ceux qui pensent que les manières de travailler vont changer (754)

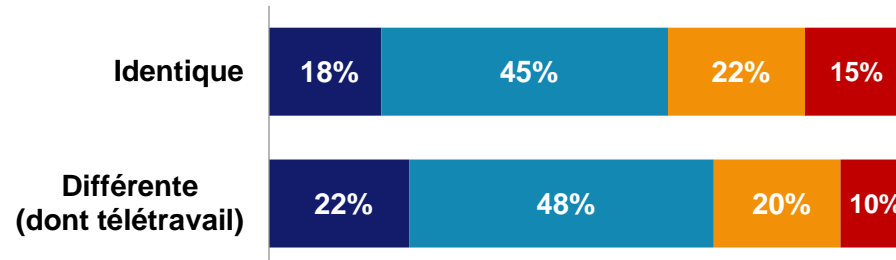
Dans ce contexte, une majorité attend des syndicats qu'ils jouent un rôle dans la réponse à apporter aux conséquences de la crise actuelle.

Les syndicats auront-ils un rôle à jouer dans la réponse à apporter aux conséquences de la crise actuelle ?

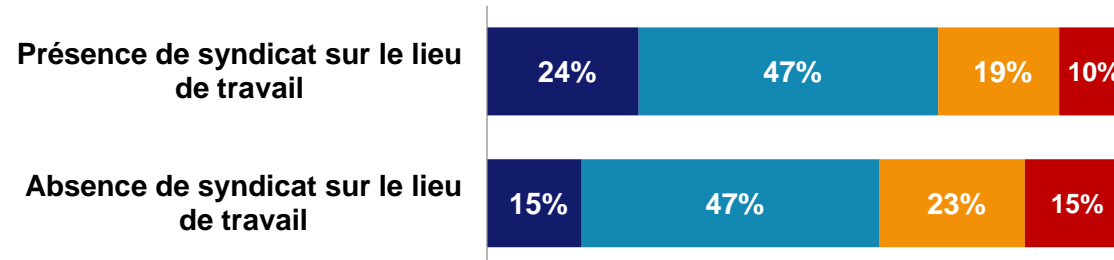


■ Oui, tout à fait ■ Oui, plutôt ■ Non, pas vraiment ■ Non, pas du tout

Résultats selon l'évolution de la situation professionnelle



Résultats selon la présence syndicale sur le lieu de travail



Base : ensemble (1005)

KANTAR

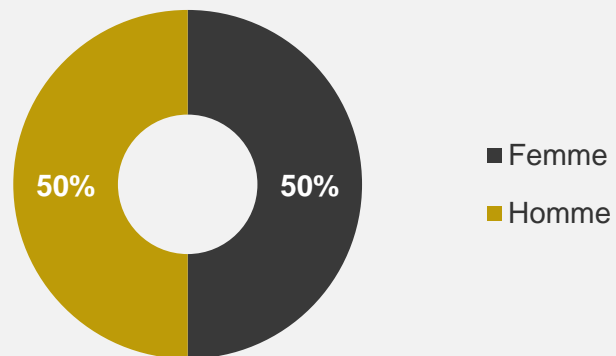


3

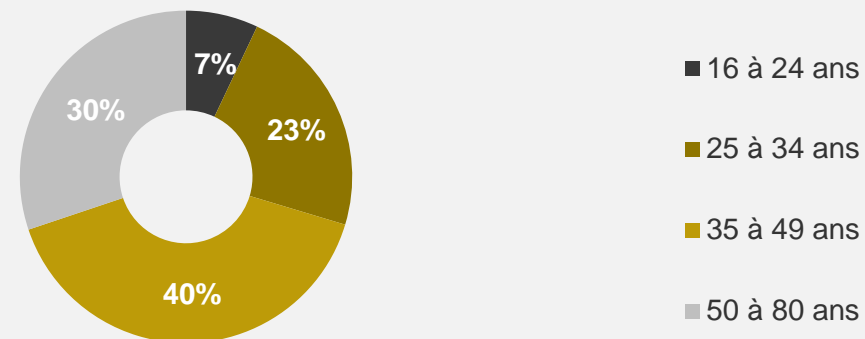
Annexes

Structure de l'échantillon (1/2)

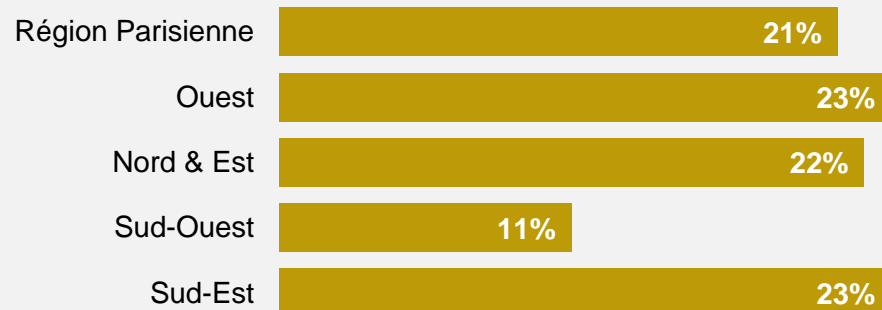
Sexe



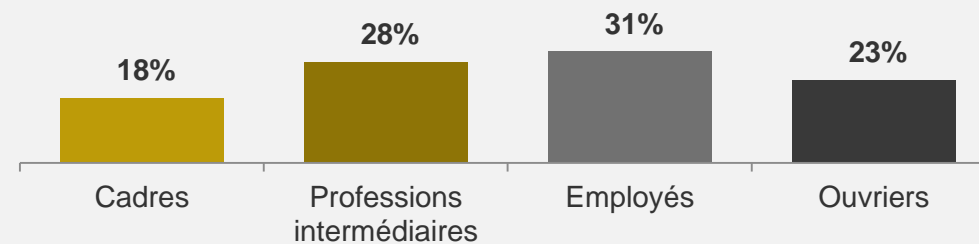
Age



Région



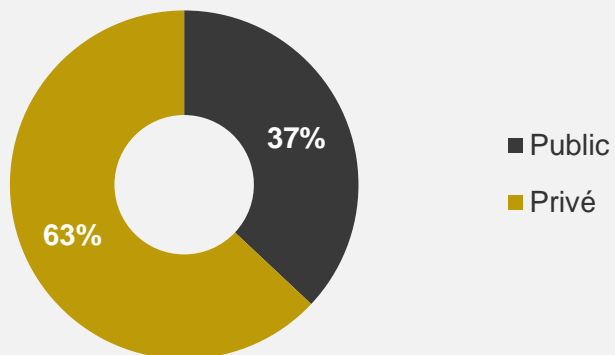
Profession



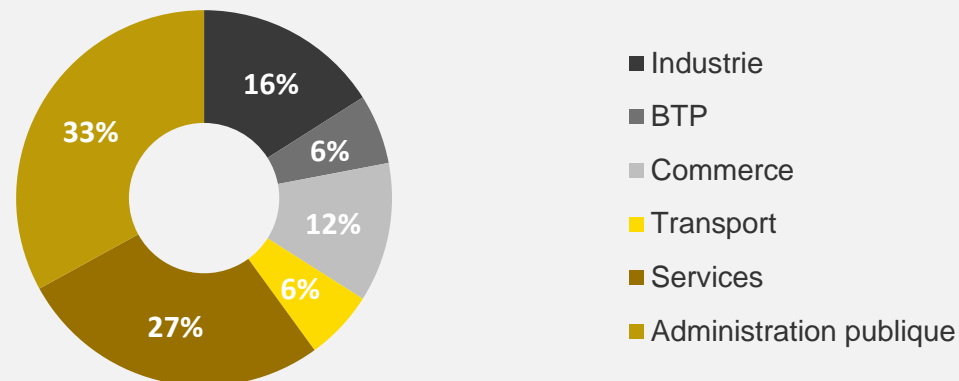
Base : ensemble (n=1005)
Questions de renseignements signalétiques

Structure de l'échantillon (2/2)

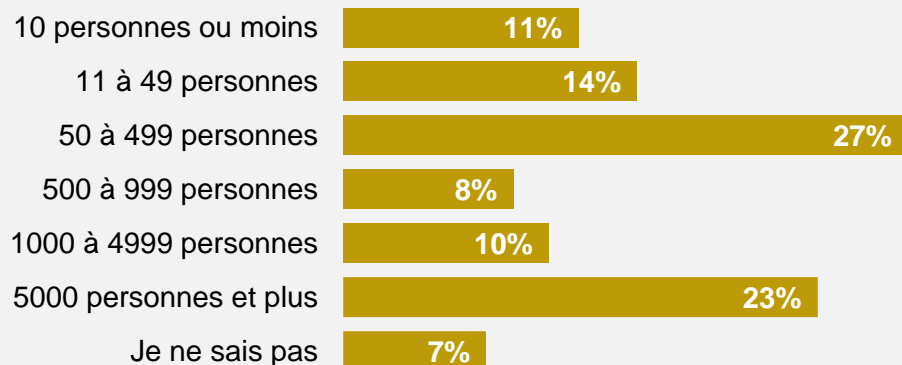
Secteur d'activité



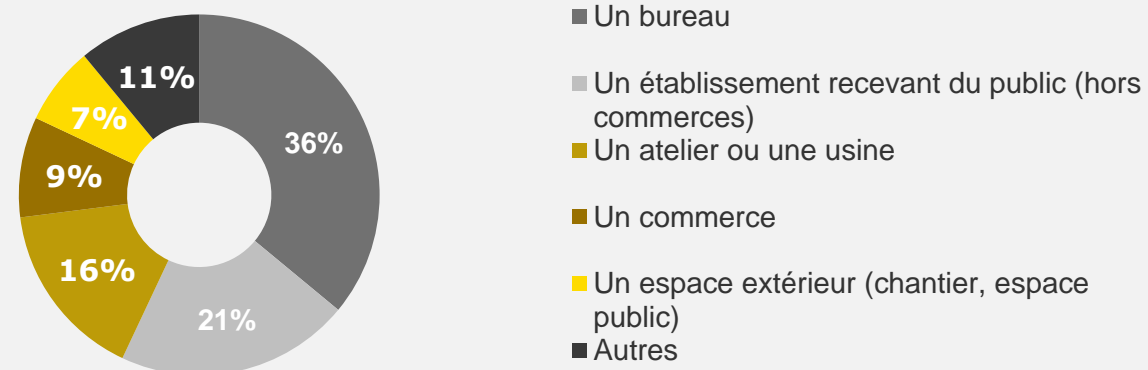
Secteur d'activité de l'entreprise



Taille de l'entreprise



Lieu de travail habituel



Base : ensemble (n=1005)
Questions de renseignements signalétiques